



HAL
open science

Savoir “ faire de l’argent ” : combiner les boulots, les monnaies et les compétences

Grégoire Cousin, Antonio Ciniero, Bénédicte Florin, Arnaud Le Marchand, Chiara Manzoni, Benjamin Naintré, Tommaso Vitale

► To cite this version:

Grégoire Cousin, Antonio Ciniero, Bénédicte Florin, Arnaud Le Marchand, Chiara Manzoni, et al.. Savoir “ faire de l’argent ” : combiner les boulots, les monnaies et les compétences. Legros Olivier; Bergeon Céline; Lièvre Marion; Vitale Tommaso. L’État et la pauvreté étrangère en Europe occidentale. Trajectoires de migrants “ roms ” roumains en Espagne, France et Italie, Presses Universitaires de Rennes, pp.129-162, 2023, L’État et la pauvreté étrangère en Europe occidentale. Trajectoires de migrants “ roms ” roumains en Espagne, France et Italie, 9782753591998. hal-04535601

HAL Id: hal-04535601

<https://sciencespo.hal.science/hal-04535601v1>

Submitted on 6 Apr 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

Savoir « faire de l'argent » : combiner les boulots, les monnaies et les compétences

*Grégoire COUSIN, Antonio CINIERO, Bénédicte FLORIN, Arnaud LE MARCHAND,
Chiara MANZONI, Benjamin NAINTRÉ et Tommaso VITALE*

Après la fin du régime de Ceausescu en 1989 et alors que la Roumanie adopte à marche forcée l'économie de marché, une part importante de la population active roumaine se lance dans une migration en direction de l'Europe de l'Ouest afin de subvenir à ses besoins et de se construire une vie, ici et là-bas. Le substrat économique de ces vécus mérite d'être exploré, car, au fond, gagner sa vie apparaît comme la première motivation des migrants roumains en Europe de l'Ouest. Aussi, avons-nous fait le choix d'interroger la place du travail et de la vie économique au sein des parcours migratoires des personnes rencontrées dans le cadre de MARG-IN, à travers la reconstitution de leurs trajectoires de vie, mais également à partir des entretiens et enquêtes ethnographiques réalisés pendant cette recherche.

À la lecture des trajectoires de vie qui fondent cet ouvrage, la locution « faire de l'argent » est celle qui nous paraît le mieux exprimer la nécessité de gagner sa vie. Formulée par les migrants « roms »¹ rencontrés, « faire de l'argent » est la traduction usuelle de l'expression romani « *te kerel lové* » que l'on peut aussi traduire par « fabriquer de la valeur ». Ici, l'expression recouvre un sens social et moral pour les personnes qui s'y engagent quotidiennement, bien au-delà de l'accomplissement concret d'une activité rémunérée.

Cette contribution montre combien ce sens se niche dans l'imbrication des micro-histoires individuelles et familiales avec les macro-histoires politiques et économiques de la Roumanie, marquées par des ruptures et fragmentations particulièrement désavantageuses pour les Roms de Roumanie. Pourtant, il n'en reste pas moins que les migrants « roms » que nous avons rencontrés « font » de l'argent et que, de la sorte, ils s'inscrivent tant bien que mal dans une économie monétaire, certes en y occupant les espaces et positions les moins valorisés, mais

1. Comme les autres auteurs de cet ouvrage nous avons adopté l'expression migrants « roms » afin de marquer la distance avec l'assignation identitaire opérée en Europe de l'Ouest. Nous avons toutefois choisi, pour parler du contexte roumain, d'utiliser l'expression « Roms de Roumanie » qui permet, par-delà la grande hétérogénéité des conditions d'existence (OLIVERA, 2009), de dégager des lignes communes à l'échelle du pays.

en y développant des réseaux, des pratiques, des connaissances dont la richesse se mesure à l'aune des parcours et des expériences migratoires. Il apparaît assez vite que leur place dans cette économie doit beaucoup à leurs capacités à faire feu de tout bois et à combiner, au sein de la famille, les lieux, les activités, les ressources pour gagner sa vie et, *in fine*, être en mesure de diversifier les significations qu'ils donnent à l'argent qu'ils font. Comment les personnes parviennent-elles à alterner les formes de travail, les fonctions et les cadres qui régissent leurs pluriactivités? En aval de la question centrale qui est de « gagner de l'argent », il s'agit aussi de saisir la façon dont les revenus de la production sont parfois transformés en capital malgré les difficultés d'accès au crédit, alors même que celui-ci constitue usuellement en Europe la voie majeure d'investissement et d'accès à l'immobilier.

Ainsi, cette contribution s'intéressera, dans un premier temps, à l'histoire économique roumaine telle qu'elle a été vécue et telle qu'elle est mémorisée encore aujourd'hui par ces migrants « roms ». Ce détour historique permet d'identifier les grandes lignes et ruptures des trajectoires professionnelles des personnes enquêtées dans le cadre de cette recherche : il resitue leurs itinéraires dans un temps plus long qui dépasse leurs seules pratiques économiques actuelles de « migrants » et explicite, en partie, les liens avec le pays d'origine. En effet, on peut supposer que, d'une part, la situation économique des personnes, avant leur départ de Roumanie, joue un rôle sur les modes d'insertion économique dans les régions d'installation et que, d'autre part, la circulation de l'argent gagné en Europe occidentale renvoie à des usages en Roumanie tels que la prise en charge de la famille ou l'achat de maisons.

Une ethnographie des formes du travail et de la diversité des activités en migration constitue la deuxième partie de cette contribution. Saisir les pratiques laborieuses des migrants « roms » en France, en Italie ou en Espagne, nécessite d'établir un inventaire des activités et des liens et passages qui existent entre celles-ci. Une partie des personnes est affectée à des activités renvoyant à une économie de la pauvreté plutôt qu'à l'insertion, à l'instar du louage agricole, de la mendicité ou de la biffe². Ces activités sont souvent qualifiées de travail informel³, au sens où elles se déploient en dehors des normes étatiques, qu'elles soient illicites ou simplement (ou très partiellement) non déclarées. Toutefois les migrants « roms » ne sont pas toujours cantonnés au travail informel comme en témoignent des trajectoires professionnelles qui intègrent le secteur formel de l'emploi.

La troisième partie montre comment les combinaisons d'activités, que ce soit la division du travail au sein de la famille ou encore les alternances d'acti-

2. L'activité de biffe consiste à récupérer dans (ou à côté) des poubelles des vêtements et objets qui pourront être utilisés pour son propre usage ou revendus, par exemple, sur un marché aux puces.

3. Il ne s'agit pas ici de réécrire la longue construction de la notion d'« économie informelle » urbaine, mais le lecteur pourra se reporter utilement à l'article « Comment penser l'informalité dans les villes du Nord, à partir des théories urbaines du Sud? » qui retrace la genèse du terme, ses définitions et surtout qui interroge sa transposition au Nord (JACQUOT et MORELLE, 2018). Voir aussi : *Les paradoxes de l'économie informelle. À qui profitent les règles?* (FONTAINE et WEBER, 2010), ouvrage dans lequel les auteurs analysent notamment le travail au noir dans les pays dits développés.

tés dans le temps, tout comme les ressources complémentaires, tels les revenus sociaux, permettent de contourner l'impossible accès au crédit bancaire qui lisse usuellement, en Europe occidentale, les fluctuations de revenus et de besoins des classes populaires. Ces stratégies combinatoires, déployées à l'échelle familiale, marquent socialement l'argent (Zelizer, 2005) à travers les différents régimes monétaires mobilisés et permettent *in fine* de « faire de l'argent » malgré la précarité.

Une histoire économique roumaine remémorée

Les enquêtés sont marqués par les aléas et ruptures dans les itinéraires sociaux au sein d'une même génération ou d'une génération à l'autre. Les explications avancées sont multiples, mais ces ruptures ont pour toile de fond le contexte politico-économique roumain, tel qu'il a été vécu et perçu, et ce avant la migration. Aussi, ce détour historique a-t-il moins vocation à retracer l'histoire économique de la Roumanie, qu'à mettre en lumière les effets des politiques économiques menées à l'égard des Roms, qui oscillent entre intégration économique et ségrégation pendant la période socialiste. En dépit des aléas et inégalités des positions, une majeure partie des enquêtés (ou de leurs parents) avait des emplois déclarés, au sein des coopératives agricoles ou des industries d'État, ce qui ne les empêchait pas d'avoir une activité complémentaire pour pallier la faiblesse des rémunérations.

À l'évidence, le passage à l'économie libérale, au début des années 1990, marque une autre rupture très brutale pour les Roumains, mais bien davantage pour les Roms, particulièrement visés par les licenciements liés aux plans d'ajustement structurel. Ces réformes, conjonctures et politiques économiques roumaines ont impulsé les premiers départs, déterminé des parcours professionnels de toute une génération et même, dans certains domaines, contribué à la pérennité d'une division ethnique du travail en Roumanie. En témoignent le développement dans les années 1990 des filières migratoires liées au travail et à des savoir-faire, mais aussi des assignations et des ajustements contraints, tel le passage à des activités informelles, à la débrouille et, souvent, à des activités de survie.

L'intégration des Roms dans l'économie socialiste à partir de la seconde moitié du xx^e siècle doit être abordée à travers deux éléments de contexte. Durant la première moitié du xx^e siècle, les Roms restent assujettis, comme 80 % de leurs concitoyens roumains, à une économie fondée sur une agriculture de subsistance (Roger, 2002) : exclus de l'accès à la terre lors de la grande réforme agraire de 1921 (Asséo, 2017 ; Giordano, 2001), ils sont cantonnés à des activités artisanales, parfois itinérantes, ou se louent comme force de travail dans le système latifundiaire roumain (Cousin et Petcuț, 2016). Cette intégration à l'économie rurale est brisée par la Seconde Guerre mondiale et par la déportation des Roms décidée en 1942 par le gouvernement Antonescu, allié du régime nazi (Achim,

2004)⁴. Certaines personnes enquêtées, à l’instar de Mihai (Beluschi-Fabeni*) ou de Carmen (*Cousin, 2017b*) ont par ailleurs évoqué la déportation de leurs parents dans les camps de travaux forcés en Transnistrie, les morts, les pertes de biens qui les placèrent, dans l’immédiat après-guerre, dans une situation de perte d’autonomie économique.

Le socialisme entre invention du « navettisme » et intégration segmentaire

À partir de 1948, le nouveau régime met progressivement en place une économie communiste, fondée sur la collectivisation des terres et le développement d’une industrie lourde d’État, intégrant les Roms dans le prolétariat roumain émergent. Les trajectoires de vie relatent volontiers l’ambiguïté de l’expérience du travail à l’époque communiste. D’une part, le modèle socialiste roumain était basé sur un contrôle intense des individus et de leurs activités professionnelles. Les Roms, comme les autres Roumains, subirent les affres d’un régime qui renforçait sa mainmise sur sa population alors même que son économie apparaissait, à la fin des années 1970, incapable d’extraire le pays de la pauvreté. Mais, d’autre part, la politique d’assimilation économique leur a permis d’éprouver des rapports sociaux professionnels d’égal à égal avec leurs « camarades » roumains, hongrois ou autres – une déségrégation professionnelle encore évoquée avec regret aujourd’hui.

Ainsi, la reconfiguration de l’économie roumaine sous le communisme s’exprime dans les expériences individuelles des Roms. Dans le domaine agricole, le régime engage dès 1947 une série de réformes (Iordachi, Dobrinu, 2009) aboutissant, en 1962, à la coexistence de deux types d’agriculture collectivisée : les CAP (Coopératives agricoles de production) et les fermes d’État. Bien que contrôlées par le Parti, les CAP sont, en théorie, propriété des coopérants, payés sur la production elle-même ponctionnée d’une part substantielle revenant à l’État. Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, les Roms villageois se voient attribuer des terres, par la suite intégrées dans les CAP. Les trajectoires de vie des personnes qui mentionnent cette période témoignent de ce travail en coopérative et du statut professionnel afférent. Privés du statut salarié, préalable nécessaire à la circulation intérieure, et payés en nature sur la production, les coopérants n’ont pas de revenus monétaires et sont, d’une certaine manière, légalement attachés à une terre. En sus des CAP, les autorités implantent des fermes, propriétés de l’État, sur les anciens domaines latifundiaires. Les travailleurs agricoles de ces fermes sont des salariés et ont le droit de circuler ce qui a été le cas des Roms qui, grâce à cette possibilité, ont négocié dans tout le pays des recrutements collectifs à partir des rapports de parenté. Cette organisation collective du travail leur a

4. S’il est difficile d’avoir des données exactes, on peut néanmoins estimer que, sur environ 250 000 « *tigani* » (tsiganes) recensés en 1930, 25 000 furent déportés et seulement 13 500 revinrent vivants. C’est ainsi 10 % de la population romani d’avant-guerre qui fut déportée.

permis de mettre en concurrence les besoins en main-d'œuvre des fermes d'État dans tout le pays.

Le souvenir de cette circulation professionnelle et de cette insertion dans le secteur agricole reste, aujourd'hui, celui d'une certaine prospérité, même s'il ne s'agissait pas de postes de cadres ou d'ingénieurs agronomes, mais d'ouvriers agricoles souvent saisonniers et itinérants au statut précaire

À partir des années 1960, le régime procède à l'industrialisation du pays *via* le développement d'unités de production à la campagne : de nombreux employés des coopératives deviennent alors ouvriers, tout en demeurant dans le même bassin d'emploi. Pour faire face à la faiblesse des revenus, tant dans le système coopératif que dans le prolétariat rural, les personnes développent une multi-activité familiale, fondée sur la complémentarité d'une activité officielle et d'une activité secondaire informelle tolérée. Faire la navette – le « navettisme » (Roger, 2002) – entre une activité industrielle « officielle » et une activité complémentaire rurale devient une pratique se diffusant dans toute la société roumaine, mais elle prend chez les Roms des formes spécifiques de maintien d'activités artisanales de micro-itinérance et de colportage. Par exemple, le père de Șefule (*Cousin, 2017a*) pêche et vend du poisson en dehors de ses heures de travail à la mine de silicate de Bratca-Borod, située dans le Nord-Ouest de la Roumanie. Plus généralement, les hommes exploitent leurs compétences d'artisans, comme les chaudronniers, ferblantiers et maréchaux-ferrants ; parfois, des formes de commerce plus organisées se mettent en place, comme pour la belle-famille de Violeta (*Lièvre, 2017f*) qui écoulait la *marfa*, à savoir des produits variés, dont des cosmétiques, achetés chez des grossistes de Bucarest, puis revendus sur les marchés de la Moldavie roumaine, dans l'Est de la Roumanie. L'éventail de ces activités secondaires non déclarées révèle la diversité des stratégies d'ajustement mises en œuvre pour gagner un peu plus d'argent. Les femmes y participent également : vendre des objets de récupération pour la mère de Violeta, pendant que son époux est ouvrier dans une sucrerie proche du village ; la mère de Darve (*Lièvre, 2017h*) pratique le commerce à bord des trains, en plus de son emploi dans l'agriculture ; les mères d'Ana (*Cousin, 2017d*) et de Manuela (*Peltier, 2017*) s'illustrent dans le petit commerce, les travaux de couture ou encore la vente de fagots.

L'intégration des Roms au salariat dans les grandes unités industrielles urbaines est rapportée par nos enquêtés comme une expérience positive, le statut d'ouvrier qualifié étant alors socialement et économiquement gratifié. C'est dans ce contexte que les ouvriers du combinat d'aluminium-charbon de Tulcea, dans le delta du Danube (Est de la Roumanie), ont bénéficié d'appartements en centre-ville et ont pu cumuler assez d'épargne pour construire des maisons dans les années 1980, ayant abandonné dès la décennie précédente les activités secondaires que leurs familles exerçaient depuis le XIX^e siècle (*Cousin, 2017*). Ces ouvriers qualifiés occupent des postes dans les combinats de l'industrie lourde résultant de la planification socialiste (sidérurgie, mines, agroalimentaire, etc.), mais l'on trouve aussi, parmi les enquêtés ou leurs parents, des employés comme

un chauffeur de voiture, un agent de propreté, un cuisinier, un « homme à tout faire », de même que les fonctionnaires (une institutrice et trois militaires, dont un gendarme). Enfin, si les emplois sont souvent peu ou moyennement qualifiés, quelques-unes des personnes rencontrées soulignent qu'elles étaient issues d'un « bon milieu » ainsi que l'exprime Magdalena dont le père était ouvrier d'usine, le grand-père gendarme – il tenait aussi un magasin au village (*Bourgeois, 2018*).

En dépit de ces trajectoires qui peuvent être assimilées à une forme d'ascension sociale, à la veille de la révolution de décembre 1989, la situation sociale et économique des Roms reste largement défavorisée. De fait, dans les zones rurales, ceux-ci sont très souvent ségrégués dans des quartiers extérieurs aux villages, appelés țigania, faisant l'objet d'un sous-investissement local chronique (absence d'adduction d'eau, de goudronnage des rues, etc.). Dans les décennies 1970 et 1980, à la périphérie des grandes villes, se constituent également d'importants quartiers roms (Delépine, 2007) sous la double pression du remodelage des centres anciens (comme à Bucarest) et de l'exode rural.

Cette période est finalement marquée par une forme d'intégration ambiguë et segmentaire : certes, il est possible d'être intégré au système socialiste, mais les revenus gagnés restent insuffisants en l'absence d'activité secondaire, hormis pour quelques-uns mieux placés professionnellement. Parmi nos interlocuteurs, nombreux sont d'ailleurs ceux qui se remémorent les conditions de vie très précaires dans lesquelles ils vivaient pendant leur jeunesse.

La transition vers l'économie libérale : le repli sur l'informel

Au début des années 1990, la Roumanie connaît une rupture brutale liée à la fin du socialisme : la conversion du pays à l'économie libérale a pour effet de détruire les secteurs traditionnels de l'économie communiste comme, par exemple, l'industrie du charbon. Les politiques de privatisation et les progrès de la mécanisation excluent les travailleurs peu ou pas qualifiés, tels les ouvriers agricoles. Il en est de même pour les ouvriers des usines, les mineurs ou les petits artisans et commerçants, etc. Les trajectoires de vie témoignent de cette mutation économique qui touche non seulement les hommes au chômage ou enchaînant des petits boulots précaires, mais aussi les femmes, cantonnées à être « mères au foyer, sans qualification », et ce quand bien même quelques individus, très minoritaires, « tirent leur épingle du jeu », à l'instar de ceux qui ouvrent des petites fonderies artisanales dans le pays (Hasdeu, 2004) ou, mieux encore, de ces familles d'entrepreneurs qui participent au désossage des combinats industriels ou des cargos afin d'en revendre les métaux à l'étranger.

Les effets de la libéralisation de l'économie sur l'organisation domestique sont aussi indirects. Ainsi, la déforestation, qui a suivi l'implantation de sociétés forestières étrangères dans les zones montagneuses⁵, a profondément remis en

5. Évoquons plus particulièrement ici les coupes sombres réalisées par le « géant du bois » qu'est la société autrichienne Schweighofer. Ces coupes ont été dénoncées par des associations roumaines et épinglées par le WWF qui estime

cause les modes de vie de ces familles dont l'activité était le bucheronnage et/ou secondairement la chasse et la cueillette des champignons. Il en est ainsi de la famille de Manuela qui a dû arrêter son activité informelle de vente de bois et se contenter d'activités moins lucratives comme la couture et le tricotage pour Manuela, avant de partir, comme tant d'autres, en migration (*Peltier, 2017*).

Les dix-huit années séparant la chute du mur de Berlin en 1989 de l'entrée de la Roumanie dans l'Union européenne en 2007 apparaissent comme une longue descente aux enfers sur le plan économique, particulièrement violente dans les zones rurales d'où viennent souvent les migrants « roms » (cf. contribution 2). Des pans entiers de la population roumaine se sont retrouvés sans emploi et sans revenu. L'absence, dans le premier temps de la transition, d'un système bancaire efficient, en privant les classes populaires roumaines d'accès au crédit, a ajouté à la crise généralisée des liquidités. Dès lors, comment investir dans une maison, un outil de travail ou une obligation sociale? Partir pour tenter sa chance à l'étranger apparaît dans les trajectoires de vie comme la seule échappatoire aux impasses biographiques dans un pays en pleine mutation structurelle et économique.

Ethnographies du travail en migration

Quelles places ont les migrants « roms » dans les économies des régions d'installation? À la lecture des trajectoires, deux éléments ressortent. D'une part, les personnes enquêtées exercent différentes activités laborieuses dont les enjeux et logiques propres peuvent être saisis par autant d'ethnographies centrées sur les activités. D'autre part, ces activités, pour diverses qu'elles soient, sont marquées par leurs positions subalternes. Toutefois, l'ensemble des trajectoires montrent une forme de mobilité sociale : même si 35 % des enquêtés exercent uniquement des activités non (ou partiellement) déclarées – souvent la biffe et la ferraille, quelques emplois au noir dans l'aide à domicile, pour les femmes, dans le bâtiment pour les hommes –, plus nombreux sont désormais celles et ceux qui ont des contrats de travail et qui articulent, parfois de façon éphémère, parfois plus durablement, activités informelles et formelles. Lorsque les savoir-faire professionnels, le réseau de relations sociales et les capitaux économiques le permettent, les personnes peuvent aussi s'insérer durablement sur le marché de l'emploi formel.

Une assignation aux activités informelles?

Le travail informel est défini par l'absence de régulation par la puissance publique. Toutefois, ces activités ne sont pas sans cadre et sont régulées par les pratiques d'un groupe, par des arrangements domestiques ou locaux, ainsi que par des rapports de force et des marchandages. Ces arrangements pratiques et

que 50 % de l'abattage des arbres en Roumanie est illégal (2015) [<https://www.wwf.fr/vous-informer/actualites/activites-illegales-dholzindustrie-schweighofer-dans-les-forets-roumaines-le-wwf-porte-plainte-pour>].

rapports de force se construisent sans qu'interviennent les acteurs institutionnels. On le constate particulièrement bien dans le cas du louage agricole des migrants « roms » bulgares en Italie qui font intervenir les réseaux mafieux italiens que nous verrons dans un premier temps. D'autres activités informelles comme « aller solliciter » (mendier), faire la biffe et la ferraille, activités souvent associées au sein d'une même famille, laissent plus de place à la liberté d'action des individus. Dans le cas de « la ferraille », les stratégies d'auto-entrepreneuriat témoignent des tentatives pour déclarer partiellement l'activité et accéder à quelques droits.

Travailler à la tâche : les non-droits du louage agricole saisonnier

Le travail agricole, et particulièrement saisonnier, a offert un important gisement d'emplois pour les Roms que l'on retrouve dans de nombreuses trajectoires de vie. Beaucoup ont ainsi expérimenté eux-mêmes (ou leurs parents), le travail agricole au moins pendant un temps bref de leur vie, durant la période de migration comme Costel (*Pasta, 2017b*), mais également avant leur départ lorsqu'ils étaient membres d'une coopérative agricole en Roumanie sous le régime communiste, comme le père de Mihai (Beluschi-Fabeni*) ou bien travailleurs indépendants cultivant des produits agricoles destinés à l'autosubsistance de la famille. Le travail agricole saisonnier est une activité particulièrement dure et précaire comme en témoigne l'exemple paradigmatique des Roms bulgares, impliqués dans un cycle de migrations saisonnières vers l'Italie. Ces migrations de travail, qui impliquent entre 2 000 et 3 000 Roms bulgares employés en Italie méridionale (Pouilles, Campagne, Calabre), ont été étudiées dans le cadre du programme MARG-IN (Ciniero, 2019). Majoritairement originaires de la ville de Sliven (Sud-Est de la Bulgarie), ce sont des familles entières, hommes, femmes et enfants, qui sont engagées dans ces migrations. Les voyages sont organisés par des réseaux criminels dont les ramifications s'étendent sur les deux pays : les travailleurs agricoles sont recrutés en Bulgarie puis « exportés » en Italie pour y être employés. La plupart du temps, l'enrôlement de ces travailleurs est garanti par le mécanisme du *caporalato*, un système illicite de recrutement et d'organisation de la main-d'œuvre par des *caporali*, intermédiaires qui vont recruter, en l'occurrence en Bulgarie, des travailleurs pour le compte des exploitations agricoles, en dehors des canaux normaux et sans aucun respect de la législation du travail. Les formes de contrôle et de prévarication que les *caporali* exercent sur les individus et les familles peuvent varier depuis le « simple » prélèvement sur les payes en échange des « services » d'intermédiation et de transport sur le lieu de travail jusqu'à des formes de domination et de violence qui peuvent, dans des cas extrêmes, conduire au travail forcé de groupes entiers. Les conditions de vie de ces travailleurs agricoles sont particulièrement dures, les familles habitant dans des bidonvilles, sans eau ni sanitaires, ou dans des bâtiments en ruine et surpeuplés. Le travail est très pénible et les salaires, de 30 à 35 euros pour 10 heures de travail, restent bien inférieurs au minimum salarial (7 euros de l'heure pour un maximum de 6 heures de travail par jour) et peuvent s'apparenter à de l'exploita-

tion humaine. En dépit des interdictions par la législation italienne, le paiement se fait comptant et les contrats de travail ne sont pas formalisés.

Si la situation en Italie du Sud est spécialement tendue, les activités agricoles sont marquées partout ailleurs par la prédominance du travail irrégulier et de formes d'exploitation qui accompagnent l'importance croissante du salariat non permanent dans l'agriculture, en remplacement des travailleurs familiaux en France (Legagneux et Salvagnac, 2017) comme en Italie ou en Espagne (Mesini et Laurent 2015). Les trajectoires des migrants « roms » vers l'Espagne comme celles de Manuel et Rafael (*Torres Pérez, 2017b* et *2017c*) montrent cependant que les contrats dans l'agriculture peuvent impulser le départ, tout en restant une étape vers une autre activité. Ainsi, eu égard aux problèmes de sécurité et à la pénibilité qui caractérisent ce secteur, le travail agricole n'est qu'une étape transitoire du processus migratoire des migrants « roms » qui, dès qu'ils le peuvent, abandonnent cette activité.

« *Aller solliciter* » : la mendicité

La pratique de la mendicité apparaît dans un tiers des trajectoires de vie. Ce terme recouvre toutefois des expériences différentes dont la pluralité semble mieux exprimée par l'expression romani « *djan te manghen* » que l'on pourrait traduire par « aller solliciter ». En premier lieu, la mendicité est parfois assimilée par nos interlocuteurs à une activité de survie qui n'était pas pratiquée en Roumanie et qui est mal vécue, comme l'explique Emilia (*Bergeon, 2017c*). La mendicité est une activité stigmatisée qu'il est préférable de mettre à distance. En deuxième lieu, la mendicité apparaît dans les enquêtes comme une activité insérée localement qui permet de se lier avec les habitants du quartier en choisissant une place fixe pour mendier afin d'être « reconnu » dans un espace public précis. La répétition des rencontres crée des liens qui, en plus des dons (argent, vêtements, nourriture), donnent accès à des ressources sociales comme à des opportunités professionnelles ou à des « coups de main » administratifs ponctuels. Enfin, certains enquêtés présentent leur pratique de la mendicité comme une activité professionnelle, voire délictuelle, devant générer de l'argent. Ainsi, Violeta (*Lièvre, 2017f*) utilise la technique de quête des sourds et muets : selon elle, cette méthode est plus « rémunératrice », car la question du handicap mobilise davantage et cette pratique lui permet de détourner l'attention de la personne pour tenter de lui soutirer des objets de valeur. Lorsqu'elle est vécue comme une activité laborieuse, la mendicité devient une forme de performance du corps qui mobilise le régime visuel de l'ethnicité (Tesar, 2015), ce qui constitue une compétence en soi. Ainsi, Ana (*Cousin, 2017d*) explique que, pour mendier sur l'avenue des Champs-Élysées, elle s'habillait en « tsigane », alors que Somna (*Rosa, 2017*), qui mendie à Marseille, porte, selon ses dires, un « vêtement musulman » ; Violeta, quant à elle, s'habille « comme les Françaises », avec un pantalon *stretch* et un haut moulant pour éviter le stéréotype de la « tsigane ».

Une fois acquis, le savoir-faire peut être transmis. Abandonnant son apprentissage de coiffeur en Roumanie, Alexandru (*Souto Garcia, 2017*), alors âgé de 13 ans, rejoint son frère à La Corogne en Espagne : celui-ci mendie et fournit des conseils à Alexandru pour qu'il puisse s'exercer, ce qu'il fait pendant plusieurs mois aux portes des églises et des supermarchés de la ville avant de retourner en Roumanie. Cet apprentissage est important comme l'explique Alior (*Clavé-Mercier, 2017b*) qui se souvient que ses deux premières semaines de mendicité à Bordeaux furent infructueuses car il ne connaissait pas les bons endroits. Il apprend ensuite à faire la manche grâce aux échanges avec les uns et les autres et gagne entre 50 et 120 euros par jour, après avoir acquis une meilleure connaissance des lieux « rentables ». Deux fois plus pratiquée par les femmes que par les hommes dans les trajectoires, la mendicité apparaît donc aujourd'hui comme une activité plutôt féminine, qui reste souvent essentielle pour assurer un revenu à la famille. Les hommes l'évoquent plutôt comme une occupation exercée dans un premier temps de la migration ou comme une occupation secondaire, qui s'impose lorsque les prix de la ferraille sont trop bas ou en période de chômage.

La biffe : une activité par défaut ?

La récupération d'objets usagés, jetés ou donnés, en vue de leur revente à petit prix est une activité que l'on retrouve dans toutes les métropoles d'Europe. En France, depuis une dizaine d'années, la « biffe », vieux mot parisien réutilisé, qualifie ce métier urbain que l'on retrouve, en Espagne, sous les termes de *chatarra* ou *rebusca*, en Italie, sous l'expression *fare i bidoni* et, en roumain, sous les termes *piața* (le marché) ou *marfa* (marchandises). Les trajectoires de vie montrent l'importance de la biffe dans les trois pays, mais encore davantage en Espagne où elle occupe une place majeure dans l'économie des migrants « roms » et, au-delà, pour de nombreux migrants et Espagnols.

Il s'agit donc de découvrir des sources d'approvisionnement en objets manufacturés de seconde main : vêtements, chaussures, appareils électroménagers et électroniques, bibelots, vaisselle, etc. Ces objets sont dénichés dans les poubelles ou les bennes dédiées aux dons de vêtements; ils peuvent également être donnés par des associations caritatives ou par des particuliers ou provenir de débarras de caves. Activité par définition ambulante, la biffe est basée sur la circulation dans la ville à pied, à l'aide d'un chariot, à vélo avec une carriole bricolée, mais aussi, pour ceux qui en ont les moyens, en voiture ou camionnette. À ce titre, posséder un véhicule motorisé, d'autant plus s'il s'agit d'un camion, manifeste une position sociale, mais permet aussi de faire évoluer celle-ci en louant le camion à d'autres ou en prenant une commission pour acheminer des produits récupérés par d'autres vers les marchés ou entreprises de récupération – aspect que l'on retrouvera plus loin pour la ferraille.

En général peu rentable, la biffe est une activité pratiquée à titre principal par des familles qui y sont contraintes par la nécessité alors que d'autres passent à d'autres activités mais peuvent y revenir en cas de coup dur. Ainsi Alexandru

(*Souto Garcia, 2017*), qui habite La Corogne en Espagne, expliquait qu'il s'était mis à la biffe par défaut à la suite de l'effondrement du cours de la ferraille. Toutefois, la souplesse et la facilité d'accès de la biffe en font parfois une activité complémentaire comme pour les familles rencontrées à la Courneuve, dans la banlieue parisienne, qui « font la ferraille » et pratiquent aussi la biffe à l'occasion, ou encore Zina (*Lièvre, 2017e*) qui continue la biffe le dimanche matin à côté de son contrat d'insertion, ce qui témoigne à nouveau de la diversité des combinaisons possibles selon les opportunités ou, à l'inverse, les contraintes du contexte.

La condition logistique et la rentabilité de la biffe dépendent des capacités de stockage : à Grenade (Espagne), les marchandises sont revendues entre migrants « roms » afin de constituer des stocks plus importants. Cette structure pyramidale est profitable aux personnes qui ont les moyens d'acheter des marchandises et de la place pour les entreposer, ce qui est notamment l'une des fonctions des *platz* vers lesquelles se déplacent des acheteurs marocains afin d'y acheter des marchandises qu'ils destinent à l'exportation (souks ruraux marocains, mais aussi Sénégal). Sur les marchés hebdomadaires de la ville – où l'on trouve de tout : téléphones, vaisselle, bicyclettes, jouets, vêtements, chaussures, etc. –, les interactions entre commerce formel et informel caractérisent les échanges : au sol, les marchands sans autorisation vendent en gros (par exemple, 50 paires de chaussures) alors que, sur les tables, les vendeurs autorisés proposent les objets à l'unité et se fournissent chez les vendeurs du marché au sol. Ces interactions commerçantes sont d'autant plus intéressantes que le vendeur est connu, stable et identifiable et que, de plus, lorsqu'il peut cumuler du stock, il est mieux achalandé. Enfin, la plupart des marchandises du marché informel invendues à la fin du marché seront finalement achetées en gros et regroupées pour l'exportation vers l'Afrique. Ainsi, ces transactions marchandes se déploient à plusieurs échelles : locale, mais aussi transnationale lorsque la destination est le Maghreb ou l'Afrique subsaharienne, sans oublier le commerce vers la Roumanie, effectué par les migrants « roms » eux-mêmes, en particulier pour l'électroménager, les vélos et les matelas.⁶ Enfin, même si la biffe repose principalement sur la revente d'objets de faible valeur, les trouvailles de valeur qui peuvent être revendues à des antiquaires selon un système relativement organisé⁷, permettent, de temps à autre d'améliorer l'ordinaire.

Le caractère informel rend cette activité risquée, notamment lorsqu'elle est très réglementée comme en Espagne (Torres Pérez *). Dans un contexte concurrentiel entre revendeurs, l'obtention des licences de vente devient alors un enjeu pour travailler sans encombre et, au-delà, elle peut devenir l'aboutissement formel d'un processus d'intégration au marché local. Ainsi, dans la région de Valence, Marius (*Monzell, 2017*) vendait à la sauvette des objets trouvés, jusqu'à ce qu'en 2010, il passe son permis de conduire, achète une camionnette et se

6. Voir ici d'autres travaux sur la mondialisation par le bas, notamment ceux d'Alain TARRIUS (2010).

7. Voir *Les Marchands de l'Aube* (SCIARDET, 2002) où l'auteur détaille les circulations des objets de la biffe. Virginie MILLOT (2015) explique, quant à elle, comment les objets de valeur passent des mains des migrants « roms » aux brocanteurs intermédiaires, puis antiquaires (2015).

lance dans le débarras des caves : il écoule alors ses marchandises grâce à l'achat de licences municipales qui lui donnent accès aux marchés de Corbera et de Llaurí, toujours dans la région de Valence. Par comparaison, l'accès légal aux marchés aux puces est impossible à Paris, hormis dans le « Carré des biffins », ouvert par l'association Aurore à Saint-Ouen ou bien au Marché de la Croix de Chavaux, à Montreuil, géré par l'association Amélior où, en effet, de nombreuses personnes en situation de précarité vendent leurs trouvailles⁸. Si leurs histoires et modes de gestion diffèrent, le Carré des biffins et le marché de la Croix de Chavaux permettent de vendre légalement sur des places attribuées à cet effet. Les migrants « roms » inscrits dans ces dispositifs peuvent y proposer leurs marchandises en provenance des *platz* à meilleur prix que sur les marchés informels.

« *Faire la ferraille* » : un boulot qui nécessite des savoir-faire

« Faire la ferraille » consiste à collecter dans les rues des métaux abandonnés et « encombrants » qui, une fois triés et bricolés, seront revendus chez des grossistes ou, comme on l'observe dans la banlieue Nord de Paris, dans des « magasins » tenus par des Africains – lesquels sont parfois démolis ou menacés de démolition dans le cadre des projets de rénovation urbaine de la Plaine Saint-Denis. Cette activité, qui relève de la « débrouille », n'est assurément pas le monopole des migrants « roms », même si elle joue un rôle central dans l'économie des bidonvilles « roms » (Bernardot *et al.*, 2016).

Il est difficile d'apporter des données chiffrées sur la participation des migrants « roms » à la filière de la ferraille mais, d'après nos observations de terrain, la collecte des « particuliers » constitue entre 20 et 30 % des apports des grossistes. À ceci s'ajoute le fait que les matériaux apportés sont, dans la mesure du possible, choisis en fonction de leurs cours avantageux sur le marché des métaux – la préférence allant au cuivre, zinc, aluminium –, mais surtout le fait qu'ils sont triés et démontés. Ce travail sur les objets, s'il n'est certainement pas rétribué à sa juste valeur, participe pourtant à 50 % du chiffre d'affaires des grossistes et recycleurs en ferraille (Florin et Garret, 2019).

Cette activité se décline dans les friches des zones industrielles, les bidonvilles et les sites de relogement, sauf quand elle est interdite – ce qui est par exemple le cas au « Village de l'espoir »⁹ où ont été relogées des familles « roms » (Ivry-sur-Seine). L'entrée dans la ferraille se réalise grâce aux réseaux familiaux et de voisinage qui jouent un rôle important en termes d'apprentissage. De plus, les matériaux se collectent en famille, le travail de démontage et le portage des encombrants les plus lourds nécessitant même l'aide des voisins. En dépit de cette entraide ponctuelle, les personnes aspirent à l'indépendance, notamment

8. Voir pour ces associations : [<https://www.aurore.asso.fr/paris-nord/carre-des-biffins>] et [<http://amelior.canalblog.com/>]. Notons que, d'après nos visites sur les deux sites, il semble que les migrants « roms » aient davantage leur place sur le marché de la Croix de Chavaux que sur le Carré des biffins.

9. Le « Village de l'espoir » est un dispositif d'hébergement et d'insertion créé en 2007 après la mobilisation du canal Saint-Martin. Il a accueilli à partir de 2015 des familles roumaines du bidonville dit « de Truillot ».

pour échapper aux relations de dépendance vis-à-vis des intermédiaires éventuels. Du chariot ou vélo bricolé à la fourgonnette, les moyens utilisés témoignent de l'avancement de la carrière de ces récupérateurs, de leur capital économique mais aussi de leurs compétences comme la maîtrise de la langue, de la géographie de la métropole et des lieux de la ressource et, enfin, de leur capital relationnel avec les grossistes et les « fournisseurs » tels que les chefs de chantiers. En témoignent le parcours et les explications de Viorel, qui collecte la ferraille avec son fils dans la banlieue sud de Paris : « J'ai commencé avec un chariot Carrefour. On cherchait dans les poubelles, dans tous les secteurs de la ville, par exemple les fers à repasser, les fours, les fils électriques. Dans le bidonville, on stockait et quand on avait 500 kg, on appelait quelqu'un qui venait chercher tout ça en camionnette. Au bout de deux ans et demi, j'ai pu acheter une camionnette d'occasion et maintenant je fais les encombrants [...] ¹⁰. » Ainsi, « faire la ferraille » implique des outils, des circulations spécifiques, un investissement financier et un capital relationnel qui sont acquis peu à peu. Parmi les conditions d'exercice de l'activité, la question du stock, qui se posait déjà pour la biffe, se pose encore plus pour la ferraille, notamment du fait de la variabilité des cours des métaux. Le manque de place apparaît comme un facteur majeur limitant les stratégies des récupérateurs-revendeurs et l'association entre l'activité de ferraille et la vie dans les bidonvilles est liée à cette possibilité de constituer (un peu) de stock – possibilité qui peut être mise à mal en cas de relogement. Ainsi, certaines familles de l'ancien bidonville de la rue Truillot (Ivry-sur-Seine) ont refusé le relogement proposé par le gestionnaire du centre d'hébergement et d'insertion d'Ivry en raison de l'interdiction formelle qui leur était faite de continuer à pratiquer cette activité. Aussi, ces familles ont-elles préféré reconstituer un bidonville à Wissous (banlieue sud de Paris).

La valeur du travail réalisé sur les encombrants n'est jamais mesurée en tant que telle : si le prix du travail était vraiment évalué au temps passé, les matériaux seraient invendables, car beaucoup trop chers. Or, nous l'avons dit, c'est ce travail de bricolage et de désossage des matériaux qui permet la plus-value des grossistes ferrailleurs. Il se trouve que, de plus, les migrants « roms » font souvent les frais d'une différence de traitement par rapport aux autres récupérateurs, car leurs matériaux ne sont pas toujours achetés au prix du marché. Les grossistes de la banlieue parisienne expliquent ainsi qu'ils sous-pèsent ou ne tiennent pas toujours compte de la qualité des matériaux apportés par les migrants « roms » (ou ceux considérés comme tels par les grossistes). Ces derniers sont loin d'être dupes, mais c'est « à prendre ou à laisser ». De façon plus générale, les entretiens menés avec des grossistes dans la banlieue parisienne montrent bien que les migrants « roms » sont désavantagés du fait des représentations qu'ils suscitent, ce dont ces derniers sont conscients et ce qu'ils tentent de contourner en évitant de vendre de la « marchandise sale » (sous-entendue volée). Ceci dit, tous les

10. Entretien B. Florin et N. Semmoud, Ivry-sur-Seine, 26 mai 2016.

acteurs (particuliers non-roms et ferrailleurs) se situent aux lisières de l'économie formelle et de l'économie grise (Florin et Garret, 2019).

De plus, il leur faut compter avec les intermédiaires qui prennent de 5 % à 30 % des sommes gagnées, en fonction de leur proximité familiale ou relationnelle avec le vendeur : il s'agit de « Français », de « Portugais » mais aussi, de personnes de leur propre communauté (Olivera, 2015, p. 504). Ceci fait écho à ce qu'explique Lucian, relégué dans un chalet à Ivry : « C'est difficile la ferraille, parce que c'est lourd. Et si tu ramasses pendant deux jours pour 1 tonne que tu vas vendre à 80 euros, que tu enlèves 30 euros de gasoil, les sandwiches et le pourcentage qu'on te prend pour racheter tes bons [environ 20 euros], il ne te reste plus grand chose¹¹... » L'une des façons de s'émanciper de ces relations de dépendance est d'accéder au statut d'autoentrepreneur. Dans ce cas, les rentrées d'argent deviennent justifiables et surtout, cela permet de prouver que l'on travaille légalement en cas de contrôle policier – même si récupérer des matériaux abandonnés ou des encombrants sur la voie publique n'a rien d'illégal en France. Mais, ici encore, les démarches pour obtenir ce statut ne sont pas évidentes. Dans le « camp Voltaire », site d'hébergement situé à Saint-Denis, Robert, qui maîtrise bien le français, sert d'intermédiaire contre 50 euros payables pour tout contrat qu'il remplit. Par ailleurs, le statut d'autoentrepreneur, envié par beaucoup, n'a pourtant rien d'une solution miracle qui permettrait de s'enrichir.

Le regard ethnicisant à l'encontre des migrants « roms » se déploie également en ce qui concerne les représentations que portent les institutions sur le travail de récupération : brimades – difficiles légalement à justifier puisque ne s'adressant qu'aux migrants « roms » – de l'institution policière (Fassin, 2014; Olivera, 2015) ou arrêtés d'interdiction de collecte pour certaines municipalités, ici aussi clairement dirigés à l'encontre des migrants « roms »¹². Enfin, les débats et propositions émanant de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) afin d'éviter les « fuites » des Déchets électriques, électroniques et électroménagers (DEE) et les « mauvaises pratiques » vont aussi dans le sens d'un contrôle accru de l'activité de récupération, sans jamais envisager une possible forme d'intégration des personnes. La biffe et la ferraille restent donc des activités en dehors des normes, ce qui peut sembler paradoxal dans un contexte d'injonction à l'économie circulaire.

Les articulations et passages de l'informel au formel

Les migrants « roms » furent largement cantonnés à des activités non déclarées dans les premiers temps de la migration. Ayant peu à peu renforcé leur

11. Entretien B. Florin, N. Semmoud, Ivry-sur-Seine, 27 juillet 2017.

12. Les arrêtés municipaux se multiplient çà et là contre la récupération, ce qui est préoccupant si l'on considère que les activités de biffe restent indispensables pour les personnes démunies. Ainsi, cet arrêté décidé par le maire de la commune de La Madeleine, dans la banlieue lilloise, qui interdit « la fouille des poubelles, de conteneurs ou de tout autre lieu de regroupement de déchets » et qui peut être compris comme étant adressé aux migrants « roms », puisque traduit en roumain et en bulgare.

ancrage économique local, ils ont pu souvent passer, à la suite de l'ouverture des marchés du travail, à des activités déclarées. Ces passages peuvent être le fruit de la déclaration d'une activité précédemment informelle comme dans le cas des autoentreprises de ferraille, mais ils correspondent souvent aussi à un changement de secteur d'activité. Ce qui est frappant à la lecture de nombre de trajectoires, c'est que les activités généralement considérées comme « légales », par exemple la vente de voitures, les secteurs de la logistique, du bâtiment ou des services à la personne, conservent souvent, en pratique, une part substantielle non déclarée.

Travailler comme mécanicien ou dans le commerce de voitures

Les personnes enquêtées qui, en France, en Italie ou en Espagne, ont développé une activité de réparation et de vente de voitures ont des parcours hétérogènes et non linéaires, mais ceux-ci ont en commun que l'activité de vente de voitures implique l'accumulation préalable de ressources économiques et migratoires, ce qui sous-entend une bonne connaissance des territoires d'installation.

Ainsi, à Grenade, Constantin (*Beluschi-Fabeni et Gomez-Oehler, 2017d*) commence par une année de travail non déclaré dans un garage, puis obtient un contrat de travail. Ce contrat apparaît comme une « fausse » formalisation, puisque Constantin rétrocède une partie de son salaire à son employeur. Toutefois, ce contrat, bien que fictif, lui permet de bénéficier d'un droit de résidence en Espagne et d'accéder à un prêt bancaire pour acquérir un logement. Plusieurs années dans le secteur de la réparation de voitures garantissent à Constantin les connaissances techniques nécessaires; mais il se constitue également un solide réseau professionnel (responsables de ventes, mécaniciens spécialisés dans la réparation et dans l'achat-vente de pièces de rechange, intermédiaires professionnels), ce qui l'incite à déclarer une activité commerciale à son nom.

Basé en France, Marius (*Cousin, 2017d*) devient autoentrepreneur d'achat-vente de voitures en 2015. Son parcours nous renseigne sur les articulations entre accumulation de capital, statut et compétences. Après avoir fait la ferraille en dehors de tout cadre légal, il monte en 2013 une autoentreprise de collecte et de revente de la ferraille. Cela lui permet de prendre la mesure de l'équilibre entre activités déclarées et donc soumises à cotisations mais ouvrant des droits, d'un côté, et activités non-déclarées sans cotisations mais sans droits afférents, de l'autre. Vécu dans un premier temps comme un « truc » pour avoir la sécurité sociale, ce statut d'autoentrepreneur lui apporte des compétences administratives : remplir un formulaire de déclaration, avoir un compte professionnel sur le site d'une administration. De plus, ce statut lui a permis de régulariser sa situation administrative et d'accéder aux allocations familiales, dont plusieurs mois lui sont versés en une fois du fait des délais de traitement de sa première demande. Cette somme lui sert de capital économique de départ lorsqu'il passe de la ferraille au commerce de voitures. Il peut ainsi payer comptant les premiers véhicules, ce qui lui permet de réduire leur prix à l'achat et d'augmenter sa marge de profit à la revente. Cette stabilité financière est une condition nécessaire pour

lancer son activité mais, à l'instar de Constantin, ce qui importe encore davantage que les ressources économiques, c'est, pour Marius, le capital de confiance dont il jouit auprès des professionnels du secteur, comme ce manager de concession automobile qui contacte Constantin dès qu'il récupère des voitures d'occasion. L'intérêt du concessionnaire est alors de vendre un véhicule à Constantin qui le revendra ensuite *via* le bouche-à-oreille ou des annonces en ligne après avoir effectué les réparations nécessaires. Le rapport de confiance entre le concessionnaire et Constantin permet à celui-ci de ne payer le véhicule qu'une fois revendu et, ainsi, d'économiser des taxes sur le passage de propriété qui ne sont payées qu'au dernier acquéreur.

Travailler dans les transports et la logistique

Le secteur du transport public est présent dans l'histoire sociale des personnes : plus de 10 % des trajectoires font état d'ascendants ayant été employés dans le transport public, dont ferroviaire, en Roumanie durant la période socialiste ; cependant, ce type d'emploi public disparaît par la suite, ce qui marque, une fois encore, la rupture qu'a constituée la transition libérale dans l'économie des ménages. En Roumanie, dans le domaine de la logistique, nos enquêtes montrent que les Roms ont travaillé comme main-d'œuvre journalière d'appoint, avec des contrats plus ou moins formels, dans les entrepôts du port de Constanta. Marius (*Torres Pérez, 2017a*), a ainsi obtenu ses certificats de marin à Constanta mais, en 1991, lors de la crise de la marine roumaine, il a abandonné ce secteur, puis a travaillé brièvement comme pêcheur, avant de devenir manutentionnaire, le temps d'une saison, dans une cimenterie du port roumain.

En France, en Italie et en Espagne, les migrants « roms » qui travaillent dans les secteurs du transport et de la logistique, sont indépendants et ne déclarent pas leurs activités. Une grande partie de ces activités dans le transport est liée, directement ou indirectement, à la ferraille qui implique l'usage d'un véhicule utilitaire, pouvant servir ensuite pour d'autres frets, voire pour le transport de passagers. Il s'agit d'abord de transport pour compte propre, qui sert de base au transport pour compte d'autrui. Outre la ferraille, ce type de logistique inclut le colportage international, entre la Roumanie et le pays d'installation et peut comprendre le convoyage de véhicules pour leur revente. Enfin, il peut s'agir de transport de passagers, le plus souvent entre la Roumanie et les régions d'installation, mais aussi sur des distances plus courtes (*Monzell Liern, 2017*). Le démarchage des clients se réalise soit par le réseau social, soit sur les marchés. D'autres recherches ont déjà montré l'importance de ce colportage international dans le commerce intra-européen ou sur le pourtour méditerranéen (*Tarrius, 2014* ; *Péraldi, 2014*). À l'inverse, le travail salarié dans les transports et la logistique reste rare, mais attesté. Il peut être annexé à l'emploi dans le maraîchage quand, par exemple, il s'agit de transporter des fruits, ou être l'emploi principal, à l'exemple de cet interlocuteur qui a deux fils ayant un emploi stable dans la logistique (dont l'un en Allemagne) ; ou bien de ces autres enquêtés, qui sont embauchés comme

agents d'entretien par des compagnies de ferry, en France, comme magasiniers, en Italie et en Espagne, ou encore comme chauffeurs de bus de sportifs scolaires, en Italie (*Daniele, 2018*).

En second lieu, les processus d'entrée dans le salariat sont souvent facilités par la proximité entre les *platz* et les zones d'entreposage logistique. C'est notamment ce qui semble s'être passé pour les migrants du Havre (*Le Marchand, 2018a*) et de Valencia (*Monsell Liern, 2017*) : ceux-ci se sont installés dans les friches portuaires et cette localisation a pu favoriser l'embauche, sur place, d'abord comme travailleurs non déclarés, puis comme salariés réguliers. Dans le cas havrais, la rencontre avec l'employeur s'est faite *via* des déambulations sur les quais, le *dockwalking* étant un mode marginal, mais réel de recrutement dans le secteur portuaire. Il s'agit d'embauches légalisées et répondant à une activité saisonnière. Le secteur logistique du transport est, en général, marqué par un recours important au travail intermittent (intérim ou autres). Quoi qu'il en soit, ni ce type d'emploi ni le colportage ne semblent être des voies assurées pour sortir de la précarité et, *a contrario*, ils constituent plutôt des compléments d'activité pour ces travailleurs pauvres.

Travailler dans le secteur du bâtiment

Le travail dans le bâtiment est présent également dans les trajectoires, que l'activité soit exercée directement, soit par une autre personne de la maisonnée, même si les expériences sont ambivalentes. Les mesures transitoires qui restreignaient l'accès au marché du travail en Italie, Espagne et France ont pu inciter les hommes adultes à trouver davantage de travail dans le secteur de la construction, traditionnellement plus perméable au travail non déclaré et moins contrôlé : or, celui-ci constitue à la fois une possibilité d'insertion professionnelle mais aussi, trop souvent, reste l'occasion d'abus comme le montre la trajectoire d'Alior à Bordeaux (*Clavé-Mercier, 2017b*). Ce dernier travaille comme maçon en Roumanie entre 2000 et 2007 tout en entamant des allers-retours en Europe de l'Ouest car, dit-il, « je gagnais très mal ma vie et les dernières années, je travaillais sans être payé, car les gens n'avaient plus d'argent ». Alors qu'il sort tout juste de prison (il avait été condamné pour vol), son codétenu lui présente un maçon portugais pour qu'il travaille quelques mois au noir à Foix, en Ariège. Ce travail aurait pu être, selon Alior, une opportunité puisque son patron lui avait proposé de le déclarer et, ainsi, de l'aider à régulariser son séjour. Toutefois, il abandonne cet emploi car sa famille se trouve trop isolée à Foix. Après avoir rejoint en 2008 des connaissances à Bordeaux, il rencontre sur son lieu de mendicité un premier patron qui l'embauche pour des chantiers ponctuels. Puis, il est recruté, toujours en faisant la manche, par un second patron : le chantier consiste à construire une maison depuis le début – Alior travaille seul. Il est bien payé, 500 euros, la première journée et fait embaucher certains hommes de sa connaissance pour l'aider mais ces derniers ne sont payés que 80 euros par jour. Puis, progressivement, Alior est lui-même de moins en moins bien rétribué pour son travail. Le

patron lui explique qu'il l'a trop payé précédemment. Lorsqu'il ne lui propose que 500 euros pour finir la seconde moitié de la maison à deux hommes seulement, Alior décide de laisser tomber pour devenir boucher.

Toutes ces expériences de travail sont appréciées pour le type de liens établis avec les autres travailleurs mais elles n'empêchent aucunement l'extrême précarité du travail, ni les nombreuses périodes d'inactivité. La levée des mesures transitoires marque un changement de taille, permettant à des ouvriers du bâtiment de contractualiser leur activité comme Guta, le mari d'Aurelia à Montpellier (*Lièvre, 2017d*). Ce dernier, peintre en bâtiment en Roumanie, travaille au noir en France pour l'entreprise du mari de sa cousine entre 2008 et 2010. Après son installation à Montpellier en 2010, il abandonne le bâtiment, trop mal payé selon lui, au profit de la ferraille. Puis, après 2014, la perspective d'une activité salariée le fait s'orienter vers les structures d'insertion. Il signe, en 2015, un contrat d'insertion pour 6 mois comme peintre en bâtiment et manœuvre, à raison de 20 heures par semaine. La signature d'un contrat n'est pas toujours la garantie de voir les droits respectés. Ainsi, Costel (*Pasta, 2017b*), qui vit à Milan, travaille dans une coopérative de construction. Le statut reste précaire (durée des emplois, revenus instables) et ce d'autant plus que l'entreprise lui fait signer une lettre de démission en blanc, qui peut être utilisée à tout moment par le patron.

Ces dernières années, conjointement à la levée des mesures transitoires, la fin de la crise immobilière dans la plupart des villes (à l'exception de celles du Sud de l'Italie) et le redémarrage du secteur du bâtiment ont créé de nombreuses possibilités d'emploi pour les migrants « roms ». Deux autres situations issues des enquêtes ethnographiques menées à Saint-Denis et à La Courneuve montrent des situations d'insertion que les enquêtés considèrent comme abouties. Vanciu, le mari de Carmen que nous avons laissé lors de la rédaction des trajectoires (*Cousin 2017b*) dans une situation précaire car il sortait de prison et reprenait une activité de ferraille, a été embauché en 2017 comme ouvrier dans l'entreprise Eiffage. Il y travaille d'abord comme intérimaire puis, à partir de 2019, comme salarié : intégré à une équipe de nuit qui refait les routes, il gagne entre 2000 et 2500 euros net par mois et il dispose de 7 semaines de congés. Le travail de nuit est, selon lui, éreintant pour un homme de 50 ans, mais Vanciu a aujourd'hui le sentiment d'avoir réussi son insertion professionnelle en France.

L'exemple de Nicu, neveu de Şefule, (*Cousin, 2017a*) montre que le travail dans le bâtiment permet parfois de concilier besoins économiques, compétences acquises et comportements transnationaux. Ayant passé en 2016 son permis poids lourd, il est embauché par une boîte d'intérim travaillant pour le compte de Bouygues. Il conduit des camions sur des chantiers d'Ile-de-France. À plusieurs reprises, Bouygues lui propose une embauche directe, mais Nicu préfère rester intérimaire car cela lui permet de faire courir les contrats de septembre à juin et de passer trois mois d'été dans son village. Selon Nicu, ce choix ne lui est pas préjudiciable et il voit ses contrats renouvelés d'une année à l'autre. Ainsi, même lorsqu'un travailleur veut ou doit repartir pour une raison ou une autre en Roumanie, ses compétences professionnelles lui permettent de retrouver

facilement des opportunités d'embauche sur les chantiers de construction ; et ses absences n'ont de conséquence ni sur sa réputation ni sur son salaire.

Dans les trajectoires, si le statut – et le prestige associé –, les salaires et les conditions de travail (temporaire ou continu) constituent des dimensions importantes de l'analyse pour comprendre l'expérience des migrants « roms », le fait d'avoir des connaissances personnelles dans l'entreprise reste néanmoins fondamental. Dans le secteur du bâtiment, les enquêtés évoquent ainsi des facilités d'accès au travail lorsqu'ils ont des parents ou des proches déjà embauchés sur les chantiers de construction. Ceci dit, beaucoup ont eu l'expérience de chantiers où il n'y avait pas d'autres migrants « roms ». D'après eux, il s'agit d'un environnement de travail au sein duquel ils n'ont pas à donner trop d'explications, avec peu de préjugés racistes.

Les services à la personne

Le dernier secteur d'activité que l'on retrouve dans les trajectoires est significativement celui des services à la personne. Sous ce terme, on retrouve dans les trajectoires un emploi (féminin) de femme de ménage et, dans le cas italien, de *badante* ou *colf*, c'est-à-dire d'aide à domicile pour personne âgée ou malade. Le ménage est une activité parfois déjà exercée en Roumanie et plus souvent dans un cadre formel que non déclaré. L'accès aux emplois de femme de ménage, de repassage, d'aide-soignante ou d'aide à la personne est plus facile dans les grandes villes où le marché du travail est dynamique (Paris, Milan Turin) que dans des villes moyennes ayant un fort taux de chômage (Lecce, Dunkerque, Le Havre). La médiation d'une association militante, d'une structure d'insertion ou d'une fondation religieuse est déterminante (*Lièvre 2017c*), alors qu'être titulaire d'une formation qualifiante n'est pas toujours suffisant pour décrocher un emploi dans le secteur du nettoyage (*Torres Pérez, 2017a*). Sous ces deux aspects, le cas de Cristina (*Clavé-Mercier, 2017a*), qui a trouvé seule un emploi dans un hôtel à Bègles, constitue une exception. Que l'emploi soit déclaré ou que ce soit un emploi au noir, il relève plus souvent du travail de subsistance car, en général, il s'agit d'un temps partiel qui ne permet pas de dégager des ressources pour l'épargne. Ces emplois ne suffisent donc pas toujours pour se passer du recours au complément fourni par la mendicité, mais ils peuvent être combinés à la ferraille ou à des travaux de couture, et permettre l'accès à la couverture médicale. La situation de Ramo et Asdra à Turin (*Manzoni, 2017a*) présente un contre-exemple dans lequel les conjoints travaillent tous deux à mi-temps dans une coopérative, mais parviennent à financer un projet immobilier en Roumanie. Une hypothèse possible est que les migrants « roms » constituent une main-d'œuvre domestique dans des centres urbains où le prix de l'immobilier peut aussi dissuader des salariés déclarés de s'installer. Le travail au noir peut alors constituer un sas d'accès au secteur formel pour cette activité, mais l'emploi à plein temps y est rare et les personnes se trouvent dans la nécessité de garder un pied dans le secteur informel.

L'approche ethnographique permet donc de préciser les conditions d'exercice des différentes activités laborieuses dans les espaces économiques que les personnes enquêtées ont pu investir, mettant ainsi en lumière la très grande perméabilité des activités déclarées et non déclarées, dessinant une importante zone grise faite d'activités « entrepreneuriales » à moitié déclarée, de contrats illégaux, voire de rétrocession de salaire. Néanmoins, quelques personnes parviennent à accéder à des emplois salariés non précaires dans les secteurs susvisés, souvent après avoir travaillé dans le secteur informel. Aussi, la description de chaque métier pratiqué ne suffit-elle pas à saisir les pratiques économiques des familles pour faire de l'argent, au sens où c'est la combinaison des revenus de ces activités avec d'autres sources de revenus qui constitue à la fois le quotidien et la stratégie économique privilégiée par les familles rencontrées.

Faire de l'argent : pratiques combinatoires et stratégies familiales

Faire de l'argent est une préoccupation vécue à l'échelle de la famille, unité de production et de consommation des migrants « roms ». En effet, les personnes enquêtées développent des stratégies économiques fondées sur une combinaison d'activités censée contrer la précarité des activités professionnelles pratiquées. Les personnes cherchent également à stabiliser leur revenu en ayant accès à des revenus sociaux. Toutefois, l'accès à ces revenus est malaisé et nécessite des compétences particulières que l'on va chercher dans le secteur associatif. Les différents revenus générés sont gérés *via* différentes formes de monnaies qui permettent, malgré le rationnement du crédit, de faire circuler de l'argent, de consommer et de se constituer une épargne. On voit ainsi se reconstruire, à la lecture des trajectoires, ce qui avait été fragmenté après la chute de Ceaucescu (Mingione, 1996) : la capacité des individus et de leurs réseaux à combiner les ressources, les activités, mais aussi les contextes géographiques, les lieux, non plus à l'échelle régionale mais européenne désormais.

Combiner les activités

La division du travail au sein de la famille : les combinaisons observées

Quels que soient l'éventail et le panachage des différentes activités exercées par les personnes enquêtées, aucune d'elle, prise séparément, n'est suffisamment stable et rentable pour faire vivre la famille – une situation que connaissent par ailleurs de nombreux ménages non roms. En ce sens, le maintien dans une niche d'emploi dépend souvent des revenus complémentaires obtenus dans d'autres secteurs par d'autres membres de la famille. De même, le collectif familial est, dans certains cas, indispensable comme on l'a vu pour la collecte des encombrants. On parle ici d'une véritable capacité combinatoire qu'il faut acquérir pour coordonner et maîtriser, souvent dans différents lieux et contextes, l'ensemble des activités et fonctions économiques au sein des familles. Ainsi, exercer plusieurs

occupations, légales ou non, de façon simultanée ou consécutive, les amène à savoir combiner les personnes, les activités et les relations au sein du groupe familial. La division des activités au sein de la famille, unité de production et de consommation, peut prendre des configurations multiples.

Le schéma le plus courant est celui d'un couple avec ses enfants mineurs, prenant parfois en charge les parents âgés (Benarrosh-Orsoni, 2017; *Lièvre, 2017b; Cristian, 2017a*). Une division classique dans ce type de configuration familiale voit le mari s'engager dans une activité laborieuse « principale » tandis que l'épouse s'occupe du travail domestique en s'attachant également à réduire les charges de la famille et à ouvrir des droits sociaux. Ce point a été très finement étudié par Norah Benarrosh-Orsoni qui introduit une distinction entre le travail pour « vivre gratuitement » qui suppose « d'aller en ville » et les activités laborieuses qui permettent de gagner de l'argent, souvent utilisé pour financer un projet immobilier en Roumanie (2019, p. 49-50). Pour « vivre gratuitement », il faut arpenter et connaître les lieux de glanage urbains. Cette circulation dans l'espace urbain inclut souvent la fréquentation des associations ou des personnes susceptibles de fournir des biens consommables ou de l'aide administrative. Ainsi, les femmes sont fréquemment les intermédiaires entre leur famille et deviennent des « professionnelles » du social, faisant de leur travail « administratif » une source de revenu importante dans le budget familial, qui concurrence les activités laborieuses dans la constitution de l'épargne. L'équilibre genré des activités au sein des familles est également modifié par les opportunités d'emploi offertes dans les sociétés d'arrivée. À ce titre, les emplois de femme de ménage ou d'aide à domicile proposés aux femmes font varier les rôles dans la famille en leur offrant un meilleur accès à des activités salariées, tandis que les hommes prennent en charge une partie du travail domestique. D'autres schémas peuvent être repérés dans les trajectoires, différents de celui de la famille centrée sur un couple d'actifs. Les familles monoparentales constituées d'une femme et de ses enfants, à l'exemple d'Emilia (*Bergeon, 2017c*) sont plutôt rares, les femmes séparées étant souvent réintégrées dans la maisonnée d'un membre de sa famille (Caseau, 2019).

Certaines maisonnées constituent de larges unités de consommation et de production : en 2016, Ana (*Cousin, 2017d*) vit dans une maison squattée avec son mari, leur fille, leurs trois fils, leurs épouses et les trois enfants des deux garçons aînés. Tandis que son mari et son fils aîné font la ferraille et le garçon cadet de l'achat de vente de voitures sur internet, Ana se consacre au travail « administratif » et aux relations avec le monde associatif qui l'emploie pour un quart-temps de médiation culturelle. Son travail lui permet de garder ouverts les droits sociaux pour tous les membres de la famille. Enfin, les belles-filles d'Ana prennent en charge le travail domestique et les activités de glanage. Les gains sont en partie mis en commun pour vivre en France et investir dans une maison en Roumanie, mais chacun en garde une part pour son usage personnel. Ces maisonnées évoluent dans le temps, en fonction des départs ou des réintégrations des enfants, des cousins germains ou des parents à charge. Enfin, comme

le montre l'exemple de Viktor (*Ciniero, 2017a*), qui alterne les séjours en Italie avec ses fils majeurs, ces maisonnées peuvent être transnationales (Benarrosh-Orsoni, 2019).

La combinaison d'activités : une nécessité face à la variabilité des revenus

Certaines tâches connaissent une alternance régulière, tels les travaux saisonniers dans l'agriculture, mais d'autres sont soumises à des variations imprévisibles qui imposent des temporalités et rythmes du travail auxquels il faut sans cesse s'adapter. La collecte de la ferraille est exemplaire de cette imprévisibilité de l'activité, dépendante de l'instabilité des cours mondiaux du cuivre – matériau à plus haute valeur ajoutée que le fer – et, plus largement, de la conjoncture économique et géopolitique internationale. Ainsi, lors des entretiens menés en juin 2016 dans la banlieue parisienne, les petits récupérateurs avaient cessé de collecter la ferraille, faute de rentabilité : le cours du cuivre était au plus bas et la valeur des autres matériaux collectés ne remboursait pas le prix de l'essence. Çiprian, rencontré sur un site de relogement municipal de La Courneuve, dans la banlieue nord de Paris, expliquait alors que pour 500 kg de ferraille récupérée, il gagnait 25 euros auxquels il fallait encore retirer le prix de l'essence et la commission versée à l'intermédiaire lui donnant accès au grossiste ferrailleur¹³. Cette chute brutale des cours du cuivre a impacté tous les acteurs de la filière, dont les petits récupérateurs qui ne disposent pas d'espace de stockage des matériaux afin d'attendre la remontée des cours pour vendre. À l'inverse, entre mars et mai 2019, le prix du cuivre était multiplié par 7, en raison d'une panique liée à la crainte de pénurie, suscitant une reprise de la recherche du cuivre, puis rechutait brutalement pour retrouver son niveau antérieur...

Très sensibles à la fluctuation des cours, parfois de grande amplitude, les récupérateurs de métaux ne profitent que de façon limitée des hausses du fait de l'impossibilité de stocker. En France, Italie ou Espagne, l'absence de crédits, de soutien financier ou d'attribution d'un espace dédié au stockage légal et aux normes ou encore de véhicules appropriés les empêchent de profiter du caractère spéculatif du cuivre afin d'en tirer le meilleur prix. La sortie de l'économie informelle, pourtant indispensable pour changer d'échelle, très souvent échoue, car la déclaration des activités économiques aboutit à une perte de rentabilité (Rosa Bonheur, 2019).

Ces contraintes mettent en jeu les capacités des individus et des familles à faire face à l'aléatoire. Or, l'une des ressources mise en œuvre pour contrer cette incertitude ou, à tout le moins, la réduire, reste la pluriactivité. Là encore, le parcours des migrants « roms » n'est pas si décalé que l'on pourrait le penser et peut être rapproché de celui des jeunes précaires étudiés par Laurence Roulleau-

13. Entretien B. Florin, 19 juin 2016.

Berger (1999). En effet, la pluriactivité, longtemps caractéristique de l'habitus des classes populaires, revient dans les années 1980 avec le retour de la précarité¹⁴.

Pour les migrants « roms », comme pour les néoruraux ou les intermittents du spectacle, la pluriactivité qui se pratique aujourd'hui se différencie de celle des périodes antérieures par une moindre dimension saisonnière – hormis dans les économies rurales où la saisonnalité n'a pas disparu. En ville, les rythmes sont dépendants de l'économie globale et non plus des saisons et, *a fortiori*, impossibles à maîtriser et à anticiper pour les individus. Les changements d'occupations sont d'autant plus complexes, et parfois douloureux, qu'ils se réalisent dans un contexte de grande insécurité économique pour les migrants « roms ». En réalité, la plupart d'entre eux n'ont pas le choix et doivent combiner divers petits boulots. Aussi, les temporalités et rythmes du travail sont-ils marqués par cette irrégularité qui, notons-le, n'est pas totalement déconnectée des schémas imposés de façon plus générale dans l'organisation du travail par la mondialisation.

Combiner les revenus de l'activité avec les revenus sociaux

Afin de compléter les revenus des activités laborieuses, les personnes enquêtées tentent, avec plus ou moins de succès d'avoir accès à des revenus sociaux, ce qui n'est pas aisé et nécessite, en pratique, de nouer des relations avec le milieu associatif et militant pour dépasser la barrière du guichet de l'État social.

Des revenus complémentaires, parfois essentiels

Dans les trajectoires, l'accès aux revenus sociaux est parfois déterminant dans la structure des revenus des personnes, notamment en France. Ainsi Magdalena (*Bourgeois, 2018*), gagne environ 600 euros grâce à des ménages, ce qu'elle complète par un revenu de solidarité active de 500 euros par mois, des allocations familiales et de parent isolé de 900 euros par mois auxquels s'ajoute également une allocation logement pour le foyer de 600 euros par mois. Dans dix trajectoires françaises, le foyer perçoit des revenus sociaux de droit commun, généralement un Revenu de solidarité active et des allocations familiales, ce qui témoigne de leur importance au regard des autres revenus accessibles. Les enquêtés espèrent souvent y avoir accès, or les enquêtes menées en dehors des trajectoires montrent que le nonaccès est la règle. Par exemple, dans le bidonville du Samaritain, sur les 80 familles présentes souvent depuis de nombreuses années, aucune n'avait

14. De façon générale, la pluriactivité au sein des sociétés européennes est marquée par une augmentation régulière. En 2019, elle concernait 4,72 % des salariés pour les 28 pays de l'UE, la France (6,10 %) et l'Allemagne (5,81 %) se singularisant par des taux plus importants que l'Espagne (2,62 %) ou l'Italie (1,31 %), mais aussi que la Roumanie (4,07 %). N'intégrant pas, par définition, les travailleurs du secteur informel, ces données officielles ne comptabilisent pas non plus les « indépendants » qui représentent pourtant plus de 13 % de l'emploi dans l'UE, notamment en Italie (20,4 %) et en Roumanie (27 %). Les chiffres sont donc à prendre avec précaution, mais permettent de rappeler que la pluriactivité, tout autant que le travail indépendant, ne constitue pas des formes de travail à la marge ou résiduelles. Les Roms ne sont pas dans une autre économie, sauf à dire que ces derniers sont bien plus vulnérables.

réussi en 2015 à décrocher les minima sociaux (Cousin, 2018). Pourquoi ce fossé? Accéder aux revenus sociaux a demandé un investissement important en temps et en capital relationnel aux enquêtés. En effet, ces revenus sont conditionnés par la régularité du séjour sur le territoire, lui-même conditionné par le fait d'avoir des ressources suffisantes ou un travail. Bénéficiaire des minima sociaux passe généralement par l'accès à une activité déclarée rémunératrice, soit salariée, soit en tant qu'autoentreprise.

En pratique et à titre d'exemple, la Caisse d'allocations familiales (CAF) de la Seine-Saint-Denis considère que la démonstration de la régularité de séjour est, en premier lieu, faite par l'obtention d'un numéro de sécurité sociale, ce qui peut prendre jusqu'à plus d'un an – temps auquel s'ajoute le délai d'instruction de la CAF. Ainsi, l'accès aux revenus sociaux est souvent le fruit de plusieurs années de procédure. Tenir dans le temps et trouver son chemin dans le dédale administratif nécessite une grande ténacité et une implication forte comme Dorina (Lièvre, 2017c) qui « mise tout sur son dossier CAF; ce sont les différents progrès, même timide qui la tiennent en haleine ». Malgré ses efforts, Şefule (Cousin, 2017a), après plusieurs années d'espérance, va laisser tomber, préférant émigrer en Angleterre. L'implication personnelle ne suffit pas toujours car il faut savoir mobiliser son capital relationnel, en l'occurrence des particuliers et des structures associatives, pour accéder à l'État social.

En Italie et en Espagne, les revenus sociaux sont bien moins importants qu'en France. Quelques personnes arrivées en Espagne perçoivent des allocations, mais ces revenus sociaux dépendent de la régularisation du séjour et trois ménages seulement dans l'échantillon étudié avaient perçu ces aides au moment de l'enquête. Les prestations sont du ressort des autorités régionales (les communautés autonomes) et oscillent entre 426 à 532 euros, mais ce sont des revenus d'insertion pour une durée limitée d'un ou deux ans. Il peut également y avoir, dans certaines villes comme Barcelone, des aides au paiement de la cantine scolaire. Avec la crise économique de 2008, les conditions d'obtention des revenus d'insertion ou des aides aux familles de chômeurs ont été rendues plus restrictives. Ainsi, à Valence, Marius a été bénéficiaire à deux reprises du revenu d'insertion active (subvention de 426 euros par mois pour une période de 11 mois), mais, depuis 2012, il a perdu ce complément, à cause des coupes budgétaires du gouvernement espagnol (qui finance les régions) et du fait d'une présence non continue sur le territoire espagnol.

En Italie, il n'y a pas, au niveau national, de revenu minimal d'insertion, mais certaines communes versent un *sussidio comunale per famiglia numerosa residente*, dont a bénéficié Claudiu (Pasta, 2018a) avec une aide mensuelle de 150 euros. Il est cependant, possible de recevoir des *assegni famigliari* – allocations familiales – d'un montant de 300 ou 500 euros par mois pour une famille entre 3 et 5 enfants comme celle d'Ingeraş (Pasta, 2017a). Toutefois, comme dans le cas français, les foyers qui perçoivent ces revenus sont minoritaires et conditionnés par la *residenza* – résidence légale – dans une commune, et l'on observe

que le suivi associatif – ici par la communauté de San-Egidio¹⁵ – est également déterminant.

Accéder aux revenus sociaux : la négociation avec le secteur associatif

Les personnes enquêtées interagissent avec l'État dans son versant social grâce à l'intermédiation des associations militantes ou des structures d'insertion. Cette intermédiation systématique accompagne le développement du « créneau » de l'aide aux migrants « roms » ces deux dernières décennies, tant sur le terrain de la lutte contre les discriminations que sur celui de l'insertion et de la lutte contre la pauvreté (Bergeon, 2016 ; Olivera, 2011). Majoritairement français et spécifiquement franciliens¹⁶, les exemples dont nous disposons montrent que le secteur du travail associatif offre à la fois des opportunités professionnelles précaires et une aide substantielle pour accéder aux revenus sociaux.

Ainsi, Dumitru (*Maestri, 2017a*) est arrivé en France en 2010, à l'âge de 24 ans, après deux ans passés en Espagne à travailler dans le maraîchage. Ses cinq premières années en bidonville de la région parisienne ont été marquées par le travail informel : d'abord comme ferrailleur puis, en raison de la baisse du prix des métaux qui relativise la rentabilité de son activité, comme homme à tout faire sur les chantiers (briqueteur, plombier, convoyeur, etc.). L'expulsion du bidonville où il vivait en 2016 (Cousin, 2018) et la forte mobilisation associative qui a suivi, l'ont amené à s'engager comme bénévole dans une association investie dans la lutte contre l'antitsiganisme et les discriminations. En 2017, son bénévolat se transforme en contrat salarié : il devient ainsi médiateur à raison de 20 heures par semaine pour une rémunération de 850 euros. Mădălina (*Maestri, 2017c*), quant à elle, n'a pas vraiment travaillé depuis son arrivée en France en 2011 à l'âge de 28 ans, sauf comme baby-sitter pour environ 200 euros par mois¹⁷. En 2014, Mădălina commence à suivre des cours de français dispensés par une association dont le réseau, un an plus tard, lui permet de décrocher un emploi régulier à temps partiel au sein d'une autre association : Marmite d'Afrique. Elle y travaille 24 heures par semaine pour un salaire de 850 euros par mois, et ce pendant deux ans. Malgré leurs expériences professionnelles en Roumanie dans les années 2000 et leur formation professionnelle (en mécanique pour le premier, en esthétique pour la seconde), l'installation en France les a conduits à investir les espaces de l'économie informelle – et ce non sans déplaire à Dumitru puisque la ferraille a

15. La communauté de San-Egidio est une association italienne catholique de lutte contre la pauvreté. Très implantée dans le Centre et dans le Nord de l'Italie, cette organisation apparaît dans de nombreuses trajectoires collectées en Italie dans le cadre de MARG-IN.

16. Si les cas restent minoritaires au sein des trajectoires recueillies, nous nous attardons sur ces types d'expériences professionnelles parce que nous pensons que ce système tend à devenir récurrent depuis quelques années (SHAH, 2018 ; NAINTRÉ, 2019, thèse en cours).

17. À cet égard, sa vie professionnelle en Roumanie était beaucoup plus diversifiée puisque pendant six ans, de 2005 à 2011, elle a enchaîné les petits boulots : nettoyeuse dans une usine de production de papier hygiénique, domestique chez un employeur turc, poste en boulangerie, serveuse dans un restaurant puis dans un hôtel.

pu lui ramener des revenus non négligeables, jusqu'à 1 600 euros. Malgré tout, l'instabilité inhérente au secteur informel oblige les deux enquêtés à chercher ailleurs de quoi subvenir à leurs besoins quotidiens : le secteur associatif peut ici se révéler une voie d'entrée dans l'économie légale et le travail déclaré, bien que les contrats restent courts et à temps partiel. Ceci explique pourquoi Dumitru poursuit ses petits boulots sur les chantiers en plus de son travail de médiateur associatif. Néanmoins, la contractualisation de son activité économique et les droits sociaux qui en découlent autorisent Dumitru à se projeter dans l'avenir. Mădălina en tire, quant à elle, une certaine stabilité, certes provisoire mais qui lui permet de compléter ses faibles revenus de baby-sitter et d'ouvrir des droits. S'il poursuit ses activités sur les chantiers, Dumitru envisage désormais son avenir professionnel dans le domaine de l'action sociale.

Monté en 2013 par l'association « Les Enfants du Canal », le projet « Romcivic », est devenu peu à peu un dispositif central des politiques d'insertion en direction des migrants « roms » installés en région parisienne. Ce projet recrute pendant 12 mois une promotion d'une vingtaine de volontaires en service civique, dont une quinzaine de « jeunes Roms ». Le recrutement est effectué à travers le dispositif de service civique qui propose aux jeunes de 16 à 25 ans, sans condition de diplôme, de s'engager pour 6 ou 12 mois dans la réalisation de missions d'intérêt général. Le service civique se présente comme un « engagement » et non comme un travail et à ce titre, il donne droit à une indemnisation à hauteur 581 euros et non à un salaire. Les volontaires viennent en soutien aux associations présentes dans les bidonvilles pour parler de leur expérience de ce que signifie être « Rom en France ». Enfin, pendant la durée de leur contrat, les jeunes bénéficient d'un suivi social de leurs démarches administratives, de leur situation familiale, de leurs conditions de vie, mais aussi vis-à-vis de leurs projets d'avenir. Dans ce cadre, dès les premiers mois de leur recrutement, des démarches sont effectuées pour l'obtention d'une adresse postale, d'un Pass Navigo¹⁸, pour ouvrir un compte Nickel¹⁹ et, surtout, après les trois mois de leur service civique, pour accéder aux droits à la santé, en particulier la carte Vitale²⁰. Cette aide administrative est la première motivation des jeunes à intégrer le projet. Ainsi Ezéchiel (Naintré, 2019) qui effectuait son service civique en 2018-2019, exprime clairement que Romcivic est avant tout un moyen de « faire ses papiers », à savoir obtenir une carte Vitale et un Pass Navigo, ouvrir un compte, recevoir ses fiches de paie, etc., et non un moyen de gagner de l'argent. C'est d'ailleurs parce que l'indemnisation du service civique est perçue comme peu gratifiante qu'Ezéchiel poursuit ses activités non déclarées de mécanique et de revente d'automobiles. Mais tous ne parviennent pas, comme lui, à combiner leur activité « pour

18. Carte de transport collectif subventionnée par la Région Île-de-France et permettant aux personnes en situation précaire de circuler librement dans cette région.

19. Compte en banque (banque en ligne) ouvert à tous sans conditions de revenus et proposant des services bancaires réduits au minimum. Le compte Nickel a l'avantage de pouvoir être ouvert rapidement, dans un bureau de tabac par exemple.

20. Carte de sécurité sociale. Pour les citoyens de l'UE, la carte vitale peut servir de preuve de résidence en France.

les papiers » et celles exercées « pour l'argent ». À la suite d'une altercation avec l'une des salariées du projet, le contrat de Ionuț (*ibid.*) a été rompu. Ce dernier se plaignait notamment de la faible rémunération qu'il percevait en tant que volontaire, mettant au jour l'ambiguïté de ce statut qui oscille entre sa réalité juridique qui l'exclut du domaine de l'emploi et la perception qu'en ont les jeunes qui, à l'inverse, l'associent à un travail. De la même façon qu'Ezéchiél, Ionuț affirmait qu'il était en mesure de trouver d'autres plans bien plus valorisants en termes de paie. Pour d'autres jeunes, comme Youcef et Cezar (Naintré, 2019), l'intégration au projet Romcivic est à comprendre comme une possibilité de se « mettre au vert » quelque temps. Ainsi, pour Youcef, le service civique représente « une pause, un temps pour se poser » avant de retourner à ses activités de revente de tickets de métro dans Paris.

Le quiproquo entre les impératifs de la vie quotidienne – manger, se loger... faire de l'argent – d'un côté, et, de l'autre, les objectifs des dispositifs d'insertion, peuvent mettre les bénéficiaires devant un dilemme, ainsi que le montre bien la trajectoire de Marius, le vendeur de voitures dont nous avons déjà évoqué la situation plus haut : à ses yeux, les 850 euros mensuels proposés ne sont pas à la hauteur des revenus générés par son autre activité. Son frère récupère donc l'opportunité, tout en se plaignant d'être payé « une misère » et de ne plus avoir « le temps de faire la ferraille ». Les effets de ces choix sont importants puisque la décision prise par Marius de ne pas s'engager dans un emploi à contrat précaire entraîne son expulsion du dispositif d'insertion par le logement. À l'inverse, le frère de Marius, en acceptant de jouer le jeu des travailleurs sociaux, a été maintenu dans le dispositif avec, comme issue, l'accès au logement social.

Combiner les monnaies

Gagner de l'argent implique de s'insérer dans les réseaux de la circulation monétaire. Or, à cet égard, les pratiques des migrants « roms » démentent la vision d'une économie monétaire qui serait parfaitement fluide et fondée sur des modes de faire homogènes. Au contraire, l'analyse des différents moyens de « gagner de l'argent » témoigne de la diversité des significations ou, encore, des « marquages sociaux de l'argent », pour reprendre l'expression de Viviana Zelizer (2005). Loin de tout déterminisme culturel, ces pratiques s'expliquent par la nécessité de s'adapter à un rationnement du crédit du fait de la difficulté d'accès aux services bancaires. Ce rationnement s'explique doublement. D'une part, dans les trajectoires étudiées, la participation à l'activité économique ne s'effectue pas majoritairement *via* le salariat pérenne, mais prend davantage une forme d'auto-entrepreneuriat, formel ou informel, parfois oscillant entre les deux statuts, ce qui rend difficile sinon impossible toute démonstration de la solvabilité devant les banquiers. D'autre part, l'habitat non ordinaire, que ce soit en squat ou bidonville ou dans les villages d'insertion – n'offrant pas d'adresse normale, condition incontournable pour obtenir un crédit, produit une exclusion *de facto* du système bancaire. Afin de s'adapter au rationnement du crédit, les migrants

« roms » jouent sur l'hétérogénéité monétaire, cela en conférant aux différentes formes de monnaies des fonctions sociales différenciées.

De l'importance du non-accès au crédit

L'accès au crédit est une dimension essentielle de la vie économique contemporaine. En effet, le crédit est le moyen de financer les investissements nécessaires au développement des activités marchandes et, le cas échéant, de quitter la sphère de l'économie informelle pour celles des échanges formels ou encore de financer un projet immobilier. Or, l'exclusion bancaire frappe beaucoup les migrants « roms », de même que d'autres migrants et minorités pauvres. Ainsi, dans les trajectoires collectées dans le cadre du programme MARG-IN, la question des dettes, quelle que soit leur nature, apparaît une dizaine de fois tout au plus. Si quatre des personnes interrogées (*Clavé-Mercier, 2017b; Pasta 2017d; Beluschi-Fabeni et Gomez-Oehler, 2017d; Monsell Liern, 2017*) font mention d'un prêt bancaire, trois disposaient d'un logement ordinaire, deux d'entre elles ont un CDI et le dernier, a emprunté à sa banque en Roumanie grâce à ces certificats professionnels de marin. Constantin (*Beluschi-Fabeni et Gomez-Oehler, 2017d*) a aussi bénéficié du soutien de son employeur. Afin d'augmenter sa capacité d'emprunt, son employeur a, en effet, gonflé son salaire, à charge pour Constantin de lui rembourser la différence ensuite. Ce prêt est donc en quelque sorte marqué à la fois par l'employeur et par la banque. Dans les trajectoires collectées en Italie, deux personnes font par ailleurs état de crédit chez des commerçants, l'une est logée dans un *campo nomadi* et l'autre dans un logement social. Dans ce dernier cas, le prêteur est aussi un voisin. Enfin, les recours au prêt par le contremaître (*Ciniero, 2017b*), des parents, une structure communautaire, voire un usurier (*Pasta, 2017a et 2018b*), sont le fait de personnes logées dans des bidonvilles ou des squats, ou encore dans des logements sociaux situés dans des quartiers de mauvaise réputation (Pasta *).

Une façon de contourner le non-accès au crédit est le recours à des établissements qui offrent des crédits sur gages, en général des objets en or, que leurs propriétaires peuvent récupérer au moment de rembourser leurs emprunts (Fontaine, 2008; Peretz, 2014; Le Marchand, 2018). Mais ce recours suppose aussi de détenir des objets gageables. À titre d'exemple, en France, même si cette situation pourrait évoluer à l'avenir (entretien A. Le Marchand avec le directeur crédit municipal de Rouen, janvier 2019), il n'y a pas, jusqu'à présent, de possibilités d'obtenir un prêt contre un stock de ferraille. Le recours au prêt sur gage implique donc d'épargner au préalable sous forme d'or et les personnes demeurent dans un régime monétaire métallique. Les espèces qu'elles peuvent se procurer de cette façon sont, au moins symboliquement, différentes de celles auxquelles on peut avoir accès par le circuit bancaire commercial et surtout moins abondantes. Comme ces fonds ne relèvent pas de la création monétaire, mais d'une réserve limitée (issue de l'activité économique passée et de l'épargne)

destinée à ceux qui n'ont pas accès au crédit bancaire, il est difficile de démarrer une activité en finançant un investissement par ce biais.

Les migrants « roms » ont donc très peu de possibilités d'emprunt auprès de personnes ou d'organismes extérieurs à leurs communautés. La conséquence prévisible de cette situation est la pratique et le recours à l'usure. La *camătă* (« usure » en roumain) est en effet essentielle pour initier une migration, marquée par des incertitudes, parfois des échecs, où l'argent manque et doit être mobilisé rapidement. Un autre aspect de ce recours à l'usure est lié à la justice coutumière (la *kriss*) qui peut condamner un individu ou une famille à payer une somme d'argent importante pour réparer ses torts dans un conflit (trahison, violence, rupture de la confiance dans des accords d'échange, etc.).

La régulation de la *camătă* suit les principes d'une économie morale. Chez les Roms roumains, le remboursement dans la semaine, et dans certains cas dans le mois, évite de payer des intérêts. À l'inverse, plus le débiteur a besoin de temps, plus l'usurier prend des risques et plus l'argent emprunté coûte cher. Très souvent, les usuriers sont des personnes puissantes. Ceux qui commencent à être usuriers quittent rarement ce rôle, utilisant à la fois la force et les *kriss* pour faire respecter les conventions. Les dangers du recours à l'usure sont donc bien réels et, par exemple, l'obligation de rembourser une dette familiale à un usurier a été la cause de l'entrée dans la prostitution de nombreux jeunes au début des années 2000 (Peyroux, 2013). Aussi, les actions délictuelles sont-elles souvent liées au problème de l'accès au crédit ou à la spirale de l'endettement liée à la *camătă*.

Combiner les monnaies et les valeurs complémentaires

L'exclusion bancaire – absence de compte, impossibilité d'encaisser des chèques, etc. – qui frappe les migrants « roms » a eu pour effets de faire naître des pratiques monétaires qui sont à la fois spécifiques et connues sous d'autres formes dans les classes populaires européennes : nous avons repéré trois, voire quatre formes de monnaies marquées par des usages différents. La première forme est l'argent placé sur des comptes en banque, lorsqu'ils ont pu être ouverts, et marqué par la relation avec le monde des institutions : l'accès au système bancaire et à l'aide sociale est toujours l'aboutissement d'un parcours d'insertion économique, semé d'embûches. Les personnes qui parviennent à ouvrir un compte en banque ou encore des Livrets A, ont souvent demandé de l'aide à un *gadjo* ou à une association. L'argent placé sur un compte aura un statut particulier, en raison des difficultés d'obtention et de manipulation, et de la nécessité de conserver le compte pour percevoir les aides sociales. De plus, la défiance envers la monnaie scripturale est forte : d'une part, en raison du souvenir des années qui ont suivi la chute du mur de Berlin lorsque les épargnants roumains ont perdu beaucoup dans leurs banques et, d'autre part, en raison du risque de saisie sur le compte. À ce titre, nous avons remarqué que les impayés (dettes d'hôpital, amendes pour défaut de titre de transport, etc.) risquant d'être prélevés sur les

comptes, l'argent laissé sur un compte (salaires, chèques de ferraille, prestations sociales) est souvent limité au strict nécessaire.

La deuxième monnaie est liée au nonaccès à certaines formes de monnaies scripturales, comme les chèques. En France, depuis 2011, et en raison des mesures prises contre le blanchiment, le paiement des matériaux par le grossiste ferrailleur doit s'effectuer par chèque – que les comptes *nickel* ouverts dans les bars PMU n'acceptent pas. En conséquence, il faut faire appel au service de « changeurs » officieux qui prélèvent de 10 à 20 % de commission ou bien, autre solution, faire circuler des « bons de ferraille » entre les personnes, jusqu'au changeur final (Bernardot *et al.*, 2016; Florin et Garret, 2019). Cela dit, d'une part, ces transactions fonctionnent si des relations de confiance peuvent s'établir entre les différentes parties, ce qui n'empêche pas des relations de domination entre elles, bien au contraire. Et, d'autre part, le « changeur » informel peut être lui-même en difficulté avec sa banque en cas d'encaissement de sommes trop élevées. Il peut, par conséquent, rationner l'accès à son compte. Observées un peu partout en France, ces pratiques reviennent à insérer dans le circuit une monnaie complémentaire – les bons de ferraille – et à maintenir les collecteurs de matériaux recyclables et d'encombrants dans l'économie souterraine.

Une troisième forme de quasi-monnaie métallique réside dans les pratiques d'épargne dans un contexte d'insécurité et d'instabilité économique. Par exemple, pour ceux qui le peuvent, l'argent est stocké dans des biens de luxe qui pourront être vendus sans perdre de leur valeur, essentiellement des objets et pièces anciennes en or – les *galben*. Pour reprendre l'expression de Luc Boltanski et d'Arnaud Esquerre (2017, p. 355), il s'agit d'objets considérés comme des « actifs », achetés pour s'inscrire dans un temps plus long avec des finalités de conservation qui permettent de protéger ou de maintenir une richesse patrimoniale. En d'autres termes, les acteurs recherchent la bonne liquidité (le prix se maintient quand le bien circule) et la « puissance marchande », à savoir une forte certitude sur l'évolution des prix (*ibid.*, p. 373). Le statut de l'or dépasse la fonction d'épargne, car il est parfois utilisé comme une quasi-monnaie pour payer les dots ou le prix de la fiancée, ou encore les compensations arbitrées par une *kriss*.

Enfin la recherche simultanée d'une bonne liquidité et d'une non-disponibilité se retrouve dans la façon dont les migrants « roms » font usage de l'Euro et du Lei, la monnaie roumaine. Ainsi, l'argent gardé dans un « bas de laine » en Roumanie n'est souvent pas immédiatement converti en Lei afin de ne pas avoir de liquidités instantanément utilisables face aux nombreuses sollicitations dont font l'objet les migrants de retour au pays.

Conclusion

Tout au long de cette contribution, nous avons exploré ce que nous avons appelé la capacité combinatoire des migrants « roms » c'est-à-dire la capacité à combiner des relations sociales, des lieux, des sources de revenus, des activités

laborieuses afin de gagner de l'argent. Est-ce que cela « marche »? Est-ce qu'aujourd'hui, les personnes rencontrées gagnent correctement leur vie? En premier lieu, nous avons vu que cette capacité combinatoire n'est pas nouvelle, mais qu'elle est l'héritage d'une forme d'articulation entre travail déclaré et activités informelles propres à l'économie roumaine de l'époque communiste : le navetisme. Après la chute de Ceausescu, cette articulation efficace s'est brisée sous l'effet de la libéralisation de l'économie et de l'appauvrissement généralisé.

La migration peut alors être vue comme le fruit d'une longue recherche pour réarticuler les activités formelles et informelles, dans le but de sortir de la pauvreté. En Europe de l'Ouest, les migrants « roms » exercent des activités laborieuses hétérogènes qui ont en commun d'être contraintes par une forte domination économique qu'elles soient indépendantes, comme c'est le cas des relations entre ferrailleurs et grossistes, ou qu'elles soient dépendantes comme dans le cas des ouvriers du bâtiment. Ces activités ne permettent pas à elles seules de dégager des revenus suffisants pour faire vivre une famille dans les centres urbains où se trouvent les gisements d'emploi que les migrants « roms » exercent en Europe de l'Ouest. De plus, ces activités laborieuses, résultat de rapports de dominations complexes, dépendent des fluctuations des marchés. Le lissage de ces fluctuations nous est apparu comme un enjeu majeur déterminant les stratégies économiques mises en œuvre par les personnes, alors même que, comme nous l'avons montré, les migrants « roms » sont exclus du crédit bancaire qui constitue pourtant usuellement une modalité majeure d'atténuation des fluctuations économiques dans les classes populaires européennes.

C'est pourquoi les migrants « roms » ont réappris à combiner différentes activités, aux échelles individuelle et familiale. Ainsi, dans une même maisonnée, les personnes peuvent avoir des activités concomitantes aussi différentes que faire la manche et être employées dans le secteur associatif de l'insertion et du *care*, en passant par la récupération et revente de la biffe ou de la ferraille, le commerce de voitures d'occasion, les emplois journaliers dans l'agriculture et dans le bâtiment.

Les personnes rencontrées cherchent également à compléter les revenus d'activités en ayant accès aux ressources issues de l'État social. Aussi, les trajectoires économiques révèlent-elles en filigrane l'importance des politiques publiques, d'une part, parce que celles-ci encadrent la licéité et les moyens d'exercice des activités laborieuses, d'autre part, parce que les politiques de redistribution offrent potentiellement une stabilisation des revenus sous la forme de revenus sociaux. Toutefois l'accès aux revenus sociaux reste difficile en Europe de l'Ouest pour les migrants « roms » et la recherche de ces revenus, directement ou par le truchement d'une structure d'accompagnement, constitue une activité en soi qui a un impact certain sur l'équilibre des activités menées au sein de la famille.

On voit ainsi, alors que les migrants s'ancrent dans les régions d'installation, réapparaître un véritable savoir-faire combinatoire qui conditionne la réussite des pratiques économiques familiales. La combinaison des différentes ressources est un exercice délicat qui demande beaucoup de cohésion et de réglages minutieux au sein des familles. Le jeu attentif sur les monnaies, les sources de revenus,

à travers un « marquage » de l'argent au sein de la famille permet à certains migrants « roms », malgré la domination économique subie, de dépasser une situation où l'argent est gagné pour faire face aux nécessités immédiates et réussir à se constituer une épargne. Au bout du compte, il a fallu les efforts de toute une génération pour développer à nouveau une capacité combinatoire permettant aux personnes de s'en sortir. Mais, si l'impression générale résultant du programme de recherche MARG-IN, est bien que les migrants « roms » poursuivent des trajectoires économiques plutôt ascendantes, cela ne doit pas masquer le fait que, pour une partie d'entre eux, la combinaison permanente de ressources fluctuantes s'est avérée épuisante et que la migration n'a pas empêché la dégradation de leur situation économique.

BIBLIOGRAPHIE

- ACHIM Viorel, 2004, *The Roma in Romanian History*, Budapest, Central European University Press.
- ASSÉO Henriette, PETCUȚ Petre et PIASERE Leonardo, 2017, « Romania's Roma, A socio-historical overview », in Yaron MATRAS et Viktor Daniele LEGGIO (dir.), *Open Borders, Unlocked Cultures, Romanian Roma Migrants in Western Europe*, New York, Routledge, p. 26-56.
- BENARROSH-ORSONI Norah, 2019, *La maison double. Lieux, routes et objets d'une migration rom.* Nanterre, Société d'ethnologie.
- BERGEON Céline, 2016, « Les Roms roumains en région parisienne : les mobilisations associatives au prisme des temporalités migratoires et de l'habitat », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 32, n° 1, p. 101-122.
- BERNARDOT Marc, COUSIN Grégoire, LE MARCHAND Arnaud et MÉSINI Béatrice, 2016, « Camp et campements », *Multitudes*, n° 3, p. 92-99.
- BOLTANSKI Luc et ESQUERRE Arnaud, 2017, *Enrichissement : une critique de la marchandise*, Paris, Gallimard.
- CASEAU Anne-Cécile, 2019, *Quand les hommes ne sont pas là : contraintes et opportunités des habitantes de bidonvilles suite à l'incarcération de leur conjoint*, Rapport de recherche pour le programme ANR MARG-IN.
- CINIERO Antonio, 2019, *Dalla Bulgaria all'Italia Il caso dei braccianti stagionali rom tra povertà e sfruttamento*, Rapport de recherche pour le programme ANR MARG-IN.
- COUSIN Grégoire et PETCUȚ Petre, 2016, « Deporting the Gypsy peasantry. Shattered fates of the Ursari of Segarcea and Sadova », *Études Tsiganes*, vol. 56-57, n° 1, p. 104-123
- COUSIN Grégoire, 2017, « Être Țigan au guichet d'une préfecture roumaine à la veille de la seconde guerre mondiale », in Ilsen ABOUT et Marc BORDIGONI (dir.), *Présences Tsiganes*, Paris, Le Cavalier bleu, p. 203-231.
- COUSIN Grégoire, 2018, « Life and Death of a French shantytown, an anthropology of power », in Yaron MATRAS et Daniele Viktor LEGGIO (dir.), *Open borders, unlocked cultures: Romanian Roma migrants in Western Europe*, New York, Routledge, p. 128-150.

- DELÉPINE Samuel, 2007, *Quartiers tsiganes : l'habitat et le logement des Roms de Roumanie en question*, Paris, L'Harmattan.
- FASSIN Éric, 2014, « La question rom », in Éric FASSIN, Serge GUICHARD et Aurélie WINDELS (dir.) *Roms & riverains, Une politique municipale de la race*, Paris, La Fabrique, p. 7-70.
- FONTAINE Laurence, 2008, *L'économie morale. Pauvreté, crédit et confiance dans l'Europe préindustrielle*, Paris, Gallimard.
- FONTAINE Laurence et WEBER Florence (dir.), 2010, *Les paradoxes de l'économie informelle. À qui profitent les règles*. Paris, Karthala.
- FLORIN Bénédicte et GARRET Pascal, 2019, « "Faire la ferraille" en banlieue parisienne : glaner, bricoler et transgresser », *EchoGéo*, n° 47, [<http://journals.openedition.org/echogeo/16942>].
- GIORDANO Christian, 2001, « Réformes agraires et tensions ethniques en Europe centrale et orientale », *Études rurales*, vol. 159-160, n° 3-4, p. 205-228.
- HASDEU Iulia, 2004, « Le temps des Gitans... mais pas celui des Gitanes. Mondialisation, ethnicité et patriarcat chez les Roms/Tsiganes Kaldarari de Roumanie », *Recherches féministes*, vol. 17, n° 2, p. 13-42.
- IORDACHI Constantin et DOBRINCU Dorin, 2009, *Transforming Peasants, property and Power, The Collectivization of Agriculture in Romania, 1949-1962*, Budapest, CEU Press.
- JACQUOT Sébastien et MORELLE Sébastien, 2018, « Comment penser l'informalité dans les villes "du Nord" à partir des théories urbaines "du Sud" ? », *Métropoles*, n° 22, [<http://journals.openedition.org/metropoles/5601>].
- LE MARCHAND Arnaud, 2018, « Économie de bazar et économie morale : crédit et caravanes », *Études Tsiganes*, vol. 64, n° 2, p. 22-39.
- LEGAGNEUX Bruno et OLIVIER-SALVAGNAC Valérie, 2017, « Quelle main-d'œuvre contractuelle dans les exploitations agricoles ? À la base de l'éclatement du modèle familial », *Économie rurale*, vol. 357-358, n° 1-2, p. 101-116.
- MÉSINI Béatrice, LAURENT Catherine, 2015, « Concurrence des marchés de main-d'œuvre et dumping social dans l'agriculture », *Économie rurale*, vol. 349-350, n° 5-6, p. 171-176.
- MILLIOT Virginie, 2015, « Avec les biffins ? Engagements ethnographiques en cascades. Chercheur·e·s et acteur·e·s de la participation : liaisons dangereuses et relations fructueuses », Saint-Denis, GIS Démocratie et Participation, 2015.
- MINGIONE Enzo, 1996, « Urban Poverty in the Advanced Industrial World: Concepts, Analysis and Debates », in Enzo MINGIONE (dir.), *Urban Poverty and the Underclass: a reader*, Oxford, Blackwell Publishers.
- OLIVERA Martin, « Introduction aux formes et raisons de la diversité Rom roumaine », *Études Tsiganes*, vol. 38, n° 2, p. 10-41.
- OLIVERA Martin, 2011, *Roms en (bidon) villes*, Paris, Éditions Rue d'Ulm.
- OLIVERA Martin, 2015, « Insupportables pollueurs ou recycleurs de génie ? Quelques réflexions sur les "Roms" et les paradoxes de l'urbanité libérale », *Ethnologie française*, vol. 45, n° 3, p. 499-509.
- NAINTRÉ Benjamin, 2019, *Jamais vraiment d'ici, ni totalement de là-bas : une génération Rom au travail*, Rapport de recherche pour le programme ANR MARG-IN.
- PÉRALDI Michel, 2014, « Du colonial au transnational, les mutations de l'espace migratoire euromaghrébin », in Marie POINSOT et Serge WEBER (dir.), *Migrations et mutations de la société française. L'état des savoirs*, Paris, La Découverte.

- PERETZ Pauline, 2014, *Au prêt sur gage*, Paris, Le Seuil.
- PEYROUX Olivier, 2013, *Délinquants et Victimes. La traite des enfants d'Europe de l'Est en France*, Paris, Éditions non-lieu.
- ROGER Antoine, 2002, « Relations agraires et relations de pouvoir dans la Roumanie communiste : les coopératives agricoles de production comme terrain d'affrontement politique », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 49, n° 2, p. 24-53.
- ROSA BONHEUR (collectif), 2019, *La ville vue d'en bas. Travail et production de l'espace populaire*, Paris, Amsterdam Éditions.
- ROULLEAU-BERGER Laurence, 1999, *Le travail en friches : Les mondes de la « petite » production urbaine*, Éditions de l'Aube.
- SCIARDET Hervé, 2002, *Les marchands de l'aube. Ethnographie et théorie du commerce aux puces de Saint-Ouen*, Paris, Economica.
- SHAH Henri, 2019, *Code of the platz: Roma migrant male youth in search of inclusion on the Parisian periphery*, Rapport de recherche pour le programme ANR MARG-IN.
- TARRIUS Alain, 2010, « Les nouveaux cosmopolitismes migratoires d'une mondialisation par le bas », in Achille MBEMBE (dir.), *Ruptures postcoloniales. Les nouveaux visages de la société française*, Paris, La Découverte, p. 414-428.
- TARRIUS Alain, 2014, « Transmigration et économies souterraines : une économie “par les pauvres, pour les pauvres” », *Regards croisés sur l'économie*, n° 14, p. 147-158.
- TESAR Catalina, 2015, « Begging-Between Charity and Profession: Reflections on Romanian Roma's Begging Activities in Italy », in Elisabeth TAUBER et Dorothy ZINN (dir.), *The Public Value of Anthropology: Engaging Critical Social Issues through Ethnography*, Bolzano, BU Press, p. 83-111.
- ZELIZER Viviana, 2005, *La signification sociale de l'argent*, Paris, Le Seuil.